

ANGLES D'ACTUEL

ATTAC: ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE
Le journal d'Attac Suisse – www.suisse.attac.org / Die Zeitung von Attac Schweiz – www.schweiz.attac.org / April 2021

N°6

SOMMAIRE

2-3. UN COUP D'OEIL SUR LE MONDE DE L'AGRICULTURE SUISSE

4-5. EIN BLICK IN DIE WELT DER SCHWEIZER LANDWIRTSCHAFT

6-7. LE NOUVEAU ÉCOBLANCHIMENT DE NESTLÉ, UNE ESCROQUERIE ?

8-9. NESTLÉS NEUE GRÜNWÄSCHEREI: EIN SCHWINDEL ?

10-12. DÉSOBÉISSANCE CIVILE: FAIRE BOUGER LES LIGNES

13-15. ZIVILER UNGEHORSAM: VERSCHIEBEN DER LINIEN DES MÖGLICHEN

18-20. LA CONTRIBUTION DE LA SUISSE À LA CONSTRUCTION DE L'ORDRE NÉOLIBÉRAL

21-23. DER BEITRAG DER SCHWEIZ ZUR KONSTRUKTION DER NEOLIBERALEN ORDNUNG

24-25. L'ÉVASION FISCALE AUX TEMPS DE PANDÉMIE

26-27. STEUERHINTERZIEHUNG IN ZEITEN DER PANDEMIE



attac

Malgré une année difficile et frustrante, nous tenons bon et essayons de maintenir nos activités tant bien que mal. Il faut dire que la vie associative et militante a bien été mise à mal, raison pour laquelle nous souhaitons, en introduction de ce nouveau numéro, faire un petit tour d'horizon de ce qui nous a occupé dernièrement.

Nos différentes sections continuent de se réunir et de travailler leurs sujets de prédilection, comme notre groupe à Fribourg qui a récemment rédigé un article sur la répartition des richesses en Suisse et dans le canton de Fribourg.

Au niveau national et cantonal, nous étions engagé-e-s dans les campagnes de votations sur les multinationales responsables et l'accord de libre-échange avec l'Indonésie. A Genève, Attac a pu participer à une conférence de presse cantonale et renforcer sa position d'acteur luttant contre les accords de libre-échange. Nous nous sommes aussi consacré-e-s au tournant inquiétant de l'aide suisse au développement, qui s'appuie de plus en plus sur le partenariat avec le secteur privé et les grandes multinationales comme Nestlé.

A côté de cela, une campagne pour la reconnaissance du droit à l'eau et la lutte contre sa mainmise se prépare à un niveau international. Aux Etats-Unis et au Canada, la gestion de l'eau par des acteurs privés comme Nestlé rencontre chez les communautés locales une opposition de plus en plus nette et suscite des conflits d'usage marqués. En France, une commission parlementaire a été constituée et sera chargée d'enquêter sur le rôle de l'Etat français et des acteurs privés dans l'accaparement des ressources en eau.

Nous saluons la détermination de ces actions et nous nous efforcerons de sensibiliser la population et les représentant-e-s politiques afin de créer un débat autour du problème crucial de l'eau.

Trotz eines schwierigen und frustrierenden Jahres halten wir durch und versuchen, unsere Aktivitäten so gut es geht aufrechtzuhalten. Das assoziative und kämpferische Leben war sehr hart, und wir möchten als Einleitung zu dieser Nummer einen kleinen Überblick darüber geben, was uns in letzter Zeit beschäftigt.

Unsere verschiedene Sektionen treffen sich weiterhin und arbeiten an ihren Vorzugsthemen, wie z.B. unsere Gruppe in Freiburg, die kürzlich einen Artikel über die Verteilung des Reichtums in der Schweiz und im Kanton Freiburg geschrieben hat.

Auf nationaler und kantonaler Ebene waren wir an den Abstimmungskampagnen zur Konzernverantwortungsinitiative und zum Freihandelsabkommen mit Indonesien beteiligt. So konnte Attac in Genf an einer Pressekonferenz teilnehmen und seine Position als Akteur im Kampf gegen Freihandelsabkommen stärken. Wir haben uns auch mit der bedenklichen Wende der Schweizer Entwicklungshilfe beschäftigt, die immer mehr Gewicht auf die Partnerschaft mit dem Privatsektor und großen multinationalen Firmen wie Nestlé legt.

Ausserdem wird auf internationaler Ebene eine Kampagne für die Anerkennung des Rechts auf Wasser und den Kampf gegen die Aneignung des Wassers vorbereitet. In den USA und Kanada stößt das Wassermanagement durch private Akteure wie Nestlé immer mehr auf den Widerstand lokaler Gemeinschaften und gibt zu immer heftigeren Nutzungskonflikten Anlass. In Frankreich wurde eine parlamentarische Kommission eingesetzt, die die Rolle des Staates und privater Akteure bei der Monopolisierung der Wasserressourcen in Frankreich untersuchen soll.

Wir begrüßen die Entschlossenheit dieser Aktionen und werden uns bemühen, die Bevölkerung und die politischen Vertreter zu sensibilisieren, um eine Debatte über das wichtige Thema Wasser auszulösen.

UN COUP D'OEIL SUR LE MONDE DE L'AGRICULTURE SUISSE

Les conditions de travail et de vie des agriculteurs et des salariés agricoles. Une paysannerie helvétique subventionnée et surendettée.

Après la campagne référendaire et le résultat plus qu'honorable obtenu dans les urnes par le référendum contre l'accord de libre-échange entre la Suisse et l'Indonésie («Stop à l'huile de palme») où il a été beaucoup question d'agriculture – suisse et indonésienne – nous nous sommes intéressés de plus près aux problèmes du monde agricole suisse.

Nous avons lu une enquête réalisée par deux historiens, Gilles Bourquin et Jan Chiarelli, mandatée par la *Plateforme pour une agriculture socialement durable* – il s'agit d'un regroupement d'organisations de producteurs, de consommateurs, de défense des migrants, de syndicats et de personnes individuelles.

L'étude comparative est basée sur neuf cantons durant la période 2000-2018: Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Genève, Glaris, Thurgovie, Valais, Vaud et Zurich «présentant des particularités représentatives de l'hétérogénéité des conditions de travail pour les salariés et de la structure agricole du secteur primaire helvétique».

Les points principaux que l'enquête met à jour sont:

- La diminution des personnes actives dans le secteur (moins 30'000). Depuis l'an 2000 chaque jour disparaissent trois exploitations agricoles
- La rémunération des producteurs qui est de 32 centimes sur chaque franc dépensé pour les produits agricoles chez les grands distributeurs
- La durée moyenne du travail hebdomadaire des salariés agricoles qui est de 53 heures et leur rémunération moyenne qui est de CHF 14.- de l'heure, ce qui représente la moitié du

revenu moyen dans les secteurs secondaire et tertiaire

La concentration forcée des exploitations et l'endettement

Les exploitations de moins de 20ha ont diminué au profit des grandes exploitations.

Celles de 30ha à 50ha ont progressé de 38.5% dans les neuf cantons étudiés. Les petites exploitations diminuent principalement à cause de la politique de la Confédération en matière de libre-échange qui met en concurrence directe les petits agriculteurs suisses avec des produits venus du monde entier. Ainsi, si les petits exploitants veulent survivre, ils doivent concentrer leurs activités pour réduire les coûts. Cela se répercute évidemment sur les salaires des employés.

Selon l'USP, l'emprunt individuel a augmenté de 15% sur la période 2014-2017. L'augmentation est engendrée par le processus de concentration qui exige le recours à des sommes toujours plus importantes pour se financer. L'endettement par hectare s'est accru d'environ 20% entre 2010 et 2016. L'endettement est la principale cause des dépressions, burnouts et suicides chez les agriculteurs. La politique fédérale ne favorise pas les agriculteurs. En effet, la moitié des 3.6 milliards de subventions que la Confédération a versé en 2018 a profité aux grandes chaînes de transformation et de distribution qui augmentent ainsi leur marge de profit.

Migros et Coop représentent le 50% du marché de détail des denrées alimentaires (pour certains produits le 80%). La pression à la baisse des prix est énorme dans la grande distribution entraînant ainsi une diminution des revenus des agriculteurs et par ricochet des travailleurs agricoles.

Une étude de la fédération romande des consommatrices, par exemple, a révélé que le surcroît du prix des produits bio profite aux distributeurs et non pas aux producteurs.

Les conditions de travail et de salaire

La durée de travail hebdomadaire des agriculteurs dépasse souvent les 70 heures, mais parfois elle ne suffit pas à nourrir la famille, alors on entame une deuxième activité pour pouvoir survivre. Les agriculteurs souffrent deux fois plus que le reste de la population de burnout (Reissig 2017) surtout à cause des problèmes financiers, du manque de temps libre, de l'isolement social, des problèmes de santé, du manque de reconnaissance sociale, des conflits familiaux... Sont plus touchées les femmes que les hommes! Le pourcentage d'agriculteurs déclarant avoir pensé au suicide s'élève à 7%, et le nombre de suicides a été multiplié par 2,5 entre 2009 et 2015 (de 60 à 153).

Dans les neuf cantons étudiés, les salariés agricoles travaillent en moyenne 53 heures par semaine contre 41,6 heures dans les autres secteurs, secondaire et tertiaire confondus. Le salaire mensuel minimum recommandé par l'USP est de 3 235 francs par mois alors que le salaire mensuel médian suisse des deux autres secteurs est de 6 502 francs.

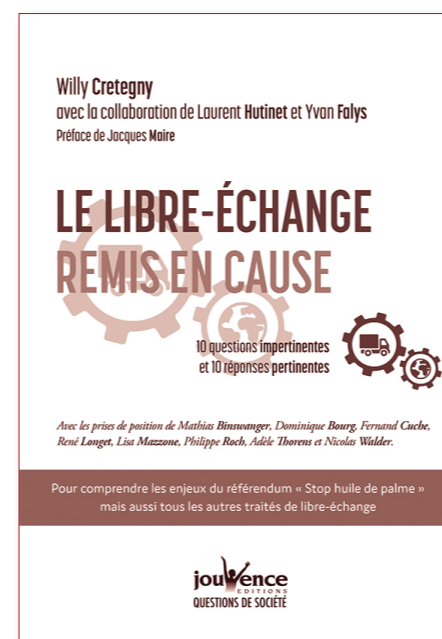
Si le passage vers une agriculture de type industrielle permet d'accroître les revenus des exploitations, les salariés agricoles ne voient pas leurs conditions s'améliorer, elles demeurent précaires. Leur salaire n'augmente nullement.

Le recours à la main-d'oeuvre étrangère est un autre élément important. Durant la période étudiée les travailleurs suisses ont diminué de 30.5% (les étrangers ont progressé de 17.5%). La part des salariés non déclarés, privés donc de toute protection, est difficile à estimer, mais certaines études estiment que leur nombre en Suisse s'élève à environ 8000; il s'agit surtout d'étrangers.

Cette étude montre la réalité peu reluisante du monde agricole suisse et l'urgence de promouvoir dans notre pays le développement durable dans tous ses aspects: écologique, économique et social.

Notre prochain combat sera de nous opposer au traité de libre échange entre l'AELE (Norvège, Islande, Liechtenstein, Suisse) et le MERCOSUR (Brésil, Argentine, Paraguay, Uruguay) qui représente une nouvelle menace pour notre agriculture.

Tina Leoni Joye



EIN BLICK IN DIE WELT DER SCHWEIZER LANDWIRTSCHAFT

Die Arbeits- und Lebensbedingungen von Bauern und Landarbeitern. Ein subventioniertes und überschuldetes Schweizer Bauernvolk.

Nach der Abstimmungskampagne und dem respektablen Ergebnis des Referendums gegen das Freihandelsabkommen zwischen der Schweiz und Indonesien („Stop Palmöl“), bei dem viel über die Landwirtschaft gesprochen wurde – sowohl in der Schweiz als auch in Indonesien – haben wir uns die Probleme der Schweizer Landwirtschaft genauer angesehen.

Wir lasen eine Studie von zwei Historikern, Gilles Bourquin und Jan Chiarelli, die von der *Plattform für sozial nachhaltige Landwirtschaft* in Auftrag gegeben wurde – einem Zusammenschluss von Erzeuger-, Verbraucher-, Migrant*innen-Organisationen, Gewerkschaften und Verbänden von Einzelpersonen.

Die vergleichende Studie basiert auf Erhebungen in neun Kantonen während des Zeitraumes 2000-2018: Basel-Landschaft, Bern, Freiburg, Genf, Glarus, Thurgau, Wallis, Waadt und Zürich. Sie zeigt „Besonderheiten“ auf, „die repräsentativ für die Heterogenität der Arbeitsbedingungen der Beschäftigten und die landwirtschaftliche Struktur des Schweizer Primärsektors sind“.

Die wichtigsten Punkte, die die Umfrage ergab, sind:

- Der Rückgang der Zahl der in der Branche tätigen Personen (weniger als 30.000). Seit dem Jahr 2000 verschwinden jeden Tag drei Farmen.
- Die Vergütung der Produzenten beträgt 32 Rappen pro Franken, der von Großhändlern für landwirtschaftliche Produkte ausgegeben wird.
- Die durchschnittliche Wochenarbeitszeit von LandarbeiterInnen beträgt 53 Stunden und ihr durchschnittlicher Lohn liegt bei CHF 14 pro Stunde, was

der Hälfte des Durchschnittseinkommens im sekundären und tertiären Sektor entspricht.

Erzwungene Betriebskonzentration und Verschuldung

Betriebe mit weniger als 20 ha haben zugunsten größerer Betriebe abgenommen. In den neun untersuchten Kantonen stieg die Zahl der Betriebe mit 30 bis 50 Hektar um 38,5%.

Der Hauptgrund für den Rückgang der kleinen Bauernhöfe ist die Freihandelspolitik der Bundesregierung, die die Schweizer Kleinbauern und -bäuerinnen in direkte Konkurrenz zu landwirtschaftlicher Produktion in aller Welt setzt. Wenn sie überleben wollen, müssen jene ihre Aktivitäten konzentrieren, um die Kosten zu senken. Das hat natürliche Auswirkungen auf die Löhne der MitarbeiterInnen. Laut Schweizer Bauernverband ist die individuelle Kreditaufnahme zwischen 2014 und 2017 um 15% gestiegen. Der Anstieg ist auf den Konzentrationsprozess zurückzuführen, der den Einsatz von immer größeren Summen zur Finanzierung erfordert. Die Verschuldung pro Hektar ist zwischen 2010 und 2016 um etwa 20% gestiegen. Verschuldung ist die Hauptursache für Depressionen, Burnout und Selbstmord unter LandwirtInnen.

Die Bundespolitik begünstigt die KleinbäuerInnen nicht. Tatsächlich kam die Hälfte der 3,6 Milliarden an Subventionen, die der Bund 2018 auszahlte, den großen Verarbeitungs- und Vertriebsketten zugute, die damit ihre Gewinnspanne erhöhen konnten.

Migros und Coop haben einen Anteil von 50% am Lebensmitteleinzelhandelsmarkt (bei einigen Produkten 80%). Der Preisdruck in den Supermärkten ist enorm und führt so zu einer Verringerung des Einkommens der Landwirte und damit auch der Landarbeiter.

So hat eine Studie der *Fédération Romande des Consommatrices* unter anderem ergeben, dass die höheren Preise für Bioprodukte den Händlern und nicht den Produzenten zugute kommen.

Arbeitsbedingungen und Löhne

Die wöchentliche Arbeitszeit der Landwirte beträgt oft mehr als 70 Stunden, aber manchmal reicht das nicht aus, um die Familie zu ernähren, so dass sie eine zweite Tätigkeit aufnehmen, um zu überleben.

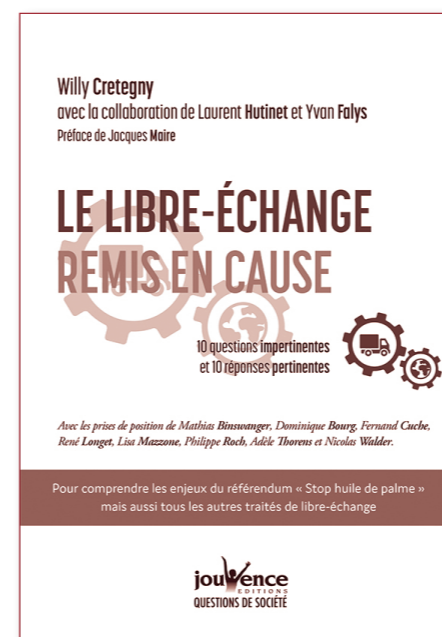
Landwirte leiden doppelt so stark unter Bournout wie andere Teile der Bevölkerung (Reissig 2017). Vor allem wegen finanzieller Probleme, mangelnder Freizeit, sozialer Isolation, gesundheitlicher Probleme, fehlender sozialer Anerkennung und familiärer Konflikte sind zudem mehr Frauen als Männer betroffen! Der Prozentsatz der LandwirtInnen, die berichten, dass sie über Selbstmord nachgedacht haben, liegt bei 7%, und die Zahl der Selbstmorde ist zwischen 2009 und 2015 um das 2,5-fache gestiegen (von 60 auf 153).

In den neun untersuchten Kantonen arbeiten die Beschäftigten in der Landwirtschaft durchschnittlich 53 Stunden pro Woche, verglichen mit 41,6 Stunden in dem sekundären und dem tertiären Sektor. Der von dem Schweizer Bauernverband empfohlene monatliche Mindestlohn beträgt CHF 3.235 pro Monat, während der schweizerische Medianlohn in den anderen beiden Sektoren CHF 6.502 pro Monat beträgt.

Obwohl der Übergang zur industriellen Landwirtschaft die landwirtschaftlichen Einkommen erhöht hat, haben sich die Bedingungen der LandarbeiterInnen nicht verbessert und bleiben prekär. Ihre Löhne steigen überhaupt nicht.

Der Einsatz von ausländischen Arbeitskräften ist ein weiteres wichtiges Element. Im untersuchten Zeitraum nahm die Zahl der Schweizer ArbeitnehmerInnen um 30,5% ab, während die Zahl der ausländischen um 17,5 % anstieg. Der Anteil der nicht angemeldeten und damit schutzlosen ArbeitnehmerInnen in der Landwirtschaft ist schwer abzuschätzen, aber einige Studien vermuten ihre Zahl in der Schweiz bei etwa 8.000.

(Den letzten Teil habe ich gestrichen, da es ja hier um die ausländischen Arbeitskräfte geht). Diese Studie zeigt eine nicht gerade blendende Realität der Schweizer Landwirtschaft auf und macht die Dringlichkeit der Förderung einer nachhaltigen Entwicklung in unserem Land auf allen Ebenen deutlich: der ökologischen, ökonomischen und sozialen Ebene.



Unser nächster Kampf wird der gegen das Freihandelsabkommen zwischen EFTA (Norwegen, Island, Liechtenstein, Schweiz) und MERCOSUR (Brasilien, Argentinien, Paraguay, Uruguay) sein, das eine neue Bedrohung für unsere Landwirtschaft darstellt.

Tina Leoni Joye



LE NOUVEAU ÉCOBLANCHIMENT DE NESTLÉ, UNE ESCROQUERIE ?

Nestlé annonce vouloir s'engager à réduire de moitié d'ici 2030 ses émissions de gaz à effets de serre et compte investir 3,6 milliards de dollars pour atteindre cet objectif. Elle prévoit également d'utiliser de l'électricité 100% renouvelable sur ses 800 sites mondiaux d'ici 2025, de travailler avec ses agriculteurs et fournisseurs sur des pratiques d'agriculture régénératives, d'accroître son programme de reforestation en plantant 20 millions d'arbres chaque année dans ses zones d'approvisionnement et de repenser certains de ses produits pour les rendre plus respectueux de l'environnement.

A côté de cela, les usines de Spring, qui font parties du groupe nord-américain Nestlé, ont reçu la certification de la norme internationale de gestion de l'eau de l'Alliance for Water Stewardship (AWS) – une reconnaissance qui récompense les efforts de la société sur sa gestion durable et responsable de l'eau et son engagement auprès des communautés. Est-il alors envisageable que la multinationale s'oriente vers des activités plus respectueuses de l'environnement et investisse dans des modes de production moins polluants et désastreux ? La multinationale souhaite-t-elle devenir un modèle de durabilité au vu des multiples annonces qu'elle réitère sur les transformations qu'elle projette au sein de ses entreprises ? Nestlé prend-elle véritablement au sérieux la transition écologique ou s'agit-il une fois de plus d'un coup de bluff ?

La palme du pire pollueur du monde

Il faut savoir que Nestlé, qui représente la plus grande entreprise alimentaire du monde, est le dernier acteur multinational à s'être engagé pour réduire son empreinte carbone. Plus encore, un rapport de Greenpeace de 2019 a indiqué

que Nestlé, ainsi que d'autres grands groupes, figure parmi les entreprises qui n'ont pas été en mesure de démontrer un effort significatif pour lutter contre la déforestation et n'ont pas rendu publics leurs progrès par rapport aux engagements qu'elles avaient pris. Greenpeace reproche également à Nestlé, ainsi qu'à Coca-Cola et Pepsi, d'être les plus gros pollueurs au monde par leurs emballages plastiques pour la troisième année consécutive. L'année dernière, cette même organisation a également accusé le géant alimentaire, ainsi que son concurrent Unilever, de ne pas respecter leurs engagements en matière de diminution de la déforestation, affirmant au contraire que le rythme de la déforestation liée aux produits de base avait considérablement augmenté.

Les dessous de la revente des sources d'eau de Nestlé

En ce début d'année, Nestlé a annoncé la vente de huit de ses marques nord-américaines pour 3,84 milliards de francs. La multinationale cherche à se débarrasser de certaines de ses marques, en raison d'une baisse de son chiffre d'affaires due à la pandémie et à la dévaluation du dollar face au franc suisse dans certains de ses secteurs d'activité.

Ce n'est pas la première fois que Nestlé cède des activités (chocolat, glace, viande industrielle Herta), les parts de marché qu'elle possède sur certains produits étant peu ou pas assez rentables. En effet, l'entreprise a par le passé régulièrement cédé des produits dont la vente ralentissait trop fortement.

Il apparaîtrait également que ce repositionnement s'inscrit dans le cadre d'une réorientation stratégique du groupe Nestlé Waters. Le géant suisse tente de « reverdir » ses affaires en présentant notamment un plan climat qui s'engage sur différents niveaux : neutralité car-

bone dans son secteur de l'eau en bouteille, réduction de l'utilisation de plastique vierge, recyclage de ses bouteilles en plastique,...

D'autre part, Nestlé a revendu ses sources d'approvisionnement en eau contre la volonté de certaines communautés locales canadiennes et étasuniennes. Ces dernières ont demandé à Nestlé de restituer la gestion et le contrôle de ces sources à leurs circonscriptions locales. Leur demande est restée sans réponse, bien que les habitant-e-s des localités aient reçu l'appui de parlementaires régionaux.

Ce mépris total des communautés locales et de l'environnement est monnaie courante chez l'entreprise Nestlé. La multinationale reste connue pour ses antécédents douteux en matière de gestion de l'eau. Aux États-Unis et au Canada, les pratiques de Nestlé sont devenues véritablement problématiques comme le montre ces multiples exemples :

Dans l'état du Michigan, à deux heures de Flint, Nestlé ne paie que 200 dollars pour pomper 210 millions de gallons d'eau⁽¹⁾ par an, alors que Flint continue d'être privée d'eau potable. Au Sud de la Californie, la multinationale prélève des millions de litres d'eau souterraine forestière, au risque d'épuiser les eaux souterraines de la forêt nationale de San Bernardino. Dans le Colorado, elle est autorisée à prélever 65 millions de gallons dans la rivière Arkansas et exploite un pipeline pour acheminer l'eau du réseau du Colorado afin de combler le déficit en eau qu'elle crée dans la rivière. Nestlé puise également l'eau de sept sources dans l'état de Floride pour la traiter et l'embouteiller dans trois grandes usines industrielles, détournant un million de gallons par jour de la rivière Santa Fe, dont le débit a diminué de 30% en raison d'un pompage excessif. Selon les observateurs de l'eau de Wellington, Nestlé Canada s'est emparée de

l'eau revendiquée par les autochtones de l'Ontario pour l'embouteiller, ceci en violation d'une ordonnance de cessation et de désistement datée de 2019 émise par le Conseil de la Confédération Haudenosaunee⁽²⁾.

Le marché de l'eau en bouteille est un business juteux et on ne peut qu'être scandalisé-e par une entreprise comme Nestlé qui brasse des milliards, mais utilise en réalité l'argument écologique pour reverdir son image.

Il est impensable qu'une ressource aussi indispensable que l'eau soit détournée et objet de prédation. Sa gestion doit être reprise exclusivement par des régies publiques. Plus encore, il est de première importance que les communautés locales et la société civile soient intégrées dans les processus de décision et de gestion de l'eau. A l'avenir, les pays se devront également de réfléchir sérieusement à une utilisation durable et solidaire des ressources en eau.

Nadia Magnin



(1) 1 US gallon = 3,785 litres

(2) Conseil des représentant-e-s de cinq nations amérindiennes vivant aux États-Unis et au Canada plus connues sous le nom d'Iroquois-e-s

NESTLÉ'S NEUE GRÜNWÄSCHEREI: EIN SCHWINDEL?

Nestlé kündigt an, ihre Treibhausgas-Emissionen bis 2030 halbieren zu wollen und plant dafür 3,6 Milliarden Dollar zu investieren. Zudem hat der Konzern vor, bis 2025 an seinen weltweit 800 Standorten Strom aus hundertprozentig erneuerbarer Energie zu verwenden, mit seinen Bauern und Zulieferern an regenerativen Anbaumethoden zu arbeiten, sein Aufforstungsprogramm durch das Pflanzen von jährlich 20 Millionen Bäumen in seinen Versorgungsgebieten voranzutreiben und einige seiner Produkte umweltfreundlich zu erneuern.

Daneben wurde den Flaschenwasserfabriken „Poland Spring“, die zur nordamerikanischen Nestlé-Gruppe gehören, die Zertifizierung nach dem internationalen Wassermanagement-Standard der Alliance for Water Stewardship (AWS) zugesprochen in Anerkennung ihre Bemühungen um einen nachhaltigen und verantwortungsvollen Umgang mit Wasser und für ihren Einsatz bei den Gemeinschaften. Kann man demnach annehmen, dass der multinationale Konzern zu umweltfreundlicheren Aktivitäten übergeht und in weniger umweltschädliche und verheerende Produktionsmethoden investiert? Lassen die oft wiederholten Ankündigungen über geplante Veränderungen in seinen Geschäftsbereichen auf den Vorsatz schliessen, ein Vorbild in Sachen Nachhaltigkeit zu werden? Meint es Nestlé wirklich ernst mit dem ökologischen Wandel oder ist es wieder einmal ein Bluff?

Die Medaille des schlimmsten Umweltverschmutzers der Welt

Nestlé ist zwar der grösste Lebensmittelkonzern der Welt, ging jedoch als letzter internationaler Akteur die Verpflichtung ein, seinen CO₂-Fussabdruck zu reduzieren. Überdies gab ein Greenpeace-Bericht aus dem Jahr 2019 an, dass

Nestlé zusammen mit anderen grossen Konzernen zu den Unternehmen gehört, die keine nennenswerten Anstrengungen zur Bekämpfung der Entwaldung aufzeigen konnten und die ihre Fortschritte bezüglich der eingegangenen Verpflichtungen nicht veröffentlicht haben. Greenpeace warf Nestlé ausserdem vor, zusammen mit Coca-Cola und Pepsi im dritten aufeinanderfolgenden Jahr der weltweit grösste Umweltverschmutzer mit Plastikverpackungen zu sein. Dieselbe Organisation beschuldigte letztes Jahr den Lebensmittelriesen und seinen Rivalen Unilever, ihre Verpflichtungen die Entwaldung betreffend nicht einzuhalten. Die Abholzung zur Rohstoffbeschaffung habe im Gegenteil deutlich zugenommen.

Hintergründe des Weiterverkaufs von Nestlés Wasserquellen

Anfang dieses Jahres kündigte Nestlé an, acht seiner nordamerikanischen Marken für 3,84 Milliarden Franken zu verkaufen. Seit mehreren Jahren versucht der globale Konzern, gewisse Marken los zu werden, da die Abwertung des Dollars gegenüber dem Schweizer Franken und die Pandemie in einigen seiner Tätigkeitsbereiche zu Umsatzeinbussen geführt haben. Es ist nicht das erste Mal, dass Nestlé seine Tätigkeitsfelder (Schokolade, Glace, Herta-Industriefleisch) verkauft, weil die Marktanteile gewisser Produkte wenig oder nicht mehr genug einbringen. Das Unternehmen pflegte ja von jeher, sich von Produkten zu trennen, wenn deren Absatz zu stark nachliess.

Diese Neupositionierung scheint sich auch in die strategische Neuausrichtung der Nestlé Waters Gruppe einzufügen. Der Schweizer Riese versucht, sein Geschäft zu „vergrünen“, indem er einen auf verschiedenen Ebenen verbindlichen Klimaplan vorlegt: Kohlenstoffneutrali-

tät in der Flaschenwasser-Branche, weniger Verwendung von frischem Plastik, Recycling seiner Plastikflaschen...

Nestlé verkaufte seine Wasserquellen auch gegen den Willen einiger lokaler Gemeinschaften in Kanada und den Vereinigten Staaten. Diese Gemeinschaften hatten Nestlé aufgefordert, die Verwaltung und Kontrolle der Quellen ihren lokalen Distrikten zurückzugeben. Ihr Wunsch blieb unbeantwortet trotz der Unterstützung der BewohnerInnen durch lokale Abgeordnete.

Die totale Missachtung lokaler Gemeinschaften und der Umwelt ist bei Nestlé üblich. Die Multi ist immer noch bekannt für ihre berüchtigte Vorgeschichte im Wassermanagement. In den Vereinigten Staaten und Kanada wurden die Praktiken von Nestlé zu einem schweren Problem, wie zahlreiche Beispiele zeigen:

In Michigan zahlt Nestlé nur 200 Dollar um jährlich 795 Millionen Liter Wasser abpumpen zu dürfen, während es im zwei Stunden entfernten Flint weiterhin an Trinkwasser mangelt. In Südkalifornien entnimmt der Konzern Millionen Liter Waldgrundwasser, auf die Gefahr hin, das Grundwasser des Nationalparks San Bernardino zu erschöpfen.

In Colorado darf Nestlé dem Arkansas River 246 Millionen Liter entnehmen; die Multi betreibt dabei eine Pipeline, die Wasser aus dem Colorado-System abzieht um das entstandene Wasserdefizit im Arkansas River zu ersetzen.

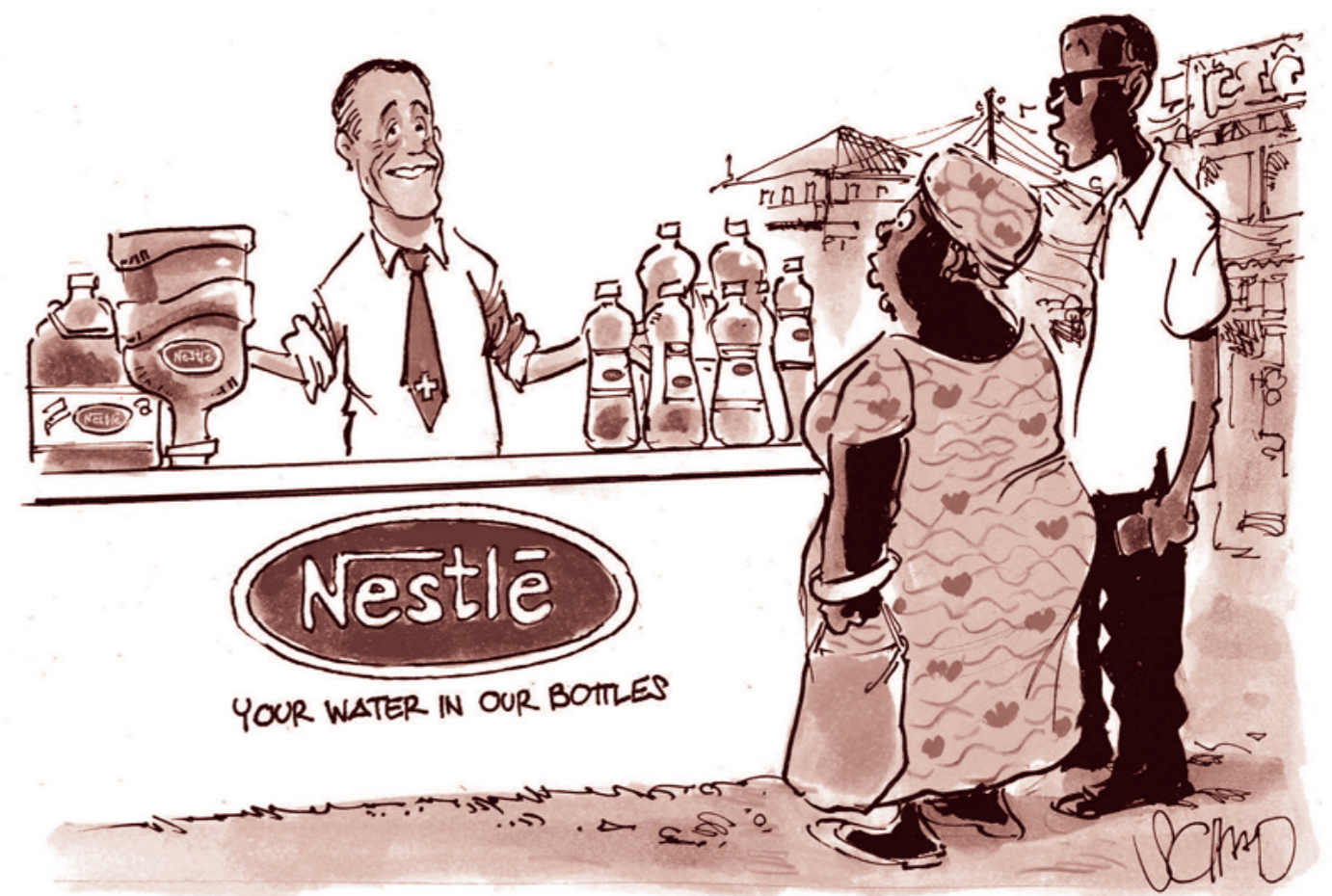
Nestlé schöpft ausserdem Wasser aus sieben Quellen in Florida, um es in drei grossen Industrieanlagen aufzubereiten und abzufüllen; es werden so täglich 3,79 Millionen Liter dem Santa Fe River entnommen, dessen Durchfluss durch das übermässige Abpumpen um 30% zurückgegangen ist.

Nach Angaben der Wasserbeobachter von Wellington eignet sich Nestlé Canada das von den Ureinwohnern Ontarios beanspruchte Wasser an um es abzu-

füllen, und verstösst dabei gegen eine Unterlassungsverfügung des Rates der Haudenosaunee-Konföderation aus dem Jahr 2019.

Das Business auf dem Flaschenwasser-Markt ist sehr einträglich, und man kann sich nur empören, wenn ein Unternehmen wie Nestlé, das damit Milliarden verdient, das ökologische Argument ausnützt, um sein Image grüner zu färben. Es ist unerhört, dass eine so unverzichtbare Ressource wie Wasser entwendet und zum Opfer des Raubbaus wird. Seine Verwaltung muss ausschliesslich von öffentlichen Stellen übernommen werden. Darüber hinaus ist es von grösster Wichtigkeit, lokale Gemeinschaften und die Zivilgesellschaft in die Entscheidungsprozesse der Wasserverwaltung einzubeziehen. Die Länder müssen sich in Zukunft auch ernsthaft überlegen, wie die Wasserressourcen nachhaltig und solidarisch genutzt werden können.

Nadia Magnin



(1) 1 US gallon = 3,785 litres

(2) Conseil des représentant-e-s de cinq nations amérindiennes vivant aux Etats-Unis et au Canada plus connues sous le nom d'Iriquois-e-s

DÉSOMBÉISSANCE CIVILE : FAIRE BOUGER LES LIGNES

Laila Batou est avocate au barreau de Genève et a défendu les activistes du climat lors des procès de Lausanne et de Genève. Nous avons voulu savoir quelle stratégie de défense a été développée lors de ces procès, quels arguments et quels espaces offre la loi pour légitimer des actions de désobéissance civile. Rencontrer Laila Batou a été pour nous impressionnant: convaincue de la justesse de la cause que défendent les activistes, elle s'est engagée durant un an pour construire la défense de ses clients et ceci gratuitement tout en étant très professionnelle, préparant la défense dans les moindres détails. Et cela c'est déjà une bataille gagnée.

Sur quels textes juridiques avez-vous basé la défense des activistes du climat ?

Laila Batou: Le premier texte sur lequel nous avons basé notre défense est le code pénal suisse et le principe de l'état de nécessité⁽¹⁾. Le raisonnement est analogue à celui qui prévaut en matière de légitime défense⁽²⁾. Il est possible de commettre une infraction pénale lorsque l'on est exposé à un danger et qu'il n'existe pas de moyen licite pour s'en prémunir. Les activistes que nous avons défendus ont démontré que les investissements massifs de CREDIT SUISSE dans les énergies fossiles favorisaient de façon importante le réchauffement climatique, et menaçaient ainsi leurs biens juridiques essentiels, et que l'Etat échouait à les protéger. Ils devaient donc prendre eux-mêmes des mesures.

Pourquoi n'avoir pas plaidé la légitime défense ?

Laila Batou: En effet, on est bien en présence d'un comportement humain dommageable pour d'autres êtres humains, ce qui évoque la figure de la lé-

gitime défense. Mais l'invocation de la légitime défense suppose une attaque brusque, soudaine. La temporalité particulière du réchauffement climatique et le caractère indirect de l'atteinte aux biens juridiques de nos client-e-s nous plaçaient plutôt dans la catégorie résiduelle de l'état de nécessité justificatif. Cette disposition peut être invoquée par celui ou celle qui commet un acte illicite pour détourner un danger imminent menaçant des biens juridiques prépondérants: les activistes ont démontré qu'ils-elles avaient de bonnes raisons de craindre pour leur santé, voire leur vie; que leur avenir professionnel était plus qu'incertain et qu'ils-elles n'envisageaient absolument pas d'avoir des enfants vu l'insécurité pesant sur l'avenir de la planète. Pour s'en prendre directement à CREDIT SUISSE, encore fallait-il qu'ils-elles n'aient aucun moyen licite ou moins dommageable de préserver ces biens juridiques. Il a donc fallu prouver que les actions démocratiques ou politiques s'étaient jusqu'ici révélées inefficaces.

Quelles ont été les étapes de la démonstration ?

Laila Batou: Il a fallu démontrer que les investissements toxiques de CREDIT SUISSE, par leur ampleur, menaçaient concrètement des biens juridiques individuels: la vie, la santé, la propriété, le droit de choisir sa profession, le respect de la vie privée et familiale, etc. Le fait que ces biens juridiques soient menacés par l'exploitation des énergies fossiles ressortit suffisamment des rapports du GIEC, mais nous avons également produit de nombreux articles de journaux montrant la fonte des glaciers, les maladies nouvelles, et nous avons démontré qu'en Suisse même les personnes allaient être atteintes dans leur droits à la vie et à la santé.

Le rôle de CREDIT SUISSE dans l'aggrava-

tion de ce danger ressortait quant à lui de rapports produits par des ONG, qui démontraient, chiffres à l'appui, non seulement que la politique d'investissement de CREDIT SUISSE était particulièrement «sale», mais qu'en plus elle s'était péjorée après la signature de l'Accord de Paris alors même que d'autres banques faisaient quelques efforts. Le caractère imminent du danger n'allait pas non plus de soi, vu la temporalité particulière du réchauffement climatique qui se caractérise par l'inertie: nous avons ici soutenu que c'est l'inévitabilité du danger qui est imminente, voire déjà acquise, autrement dit le moment où le danger ne pourra plus être détourné. Jusque-là, presque tous les juges nous ont suivis.

D'autres conditions ont donc posé plus de difficultés ?

Laila Batou: Oui, la condition de subsidiarité de l'acte illicite. Contrairement à ce qui prévaut en matière de légitime défense, où le droit de se défendre est absolu pour autant qu'une certaine proportionnalité soit respectée, celui qui se trouve en situation de nécessité doit, s'il le peut, faire appel à la police ou mettre en œuvre tout autre moyen licite de détourner le danger. Un gros travail a été fait pour démontrer que même après la signature de l'Accord de Paris, qui prescrit aux Etats de «décarboniser» les flux financiers, la Suisse ne prenait pas de mesures efficaces à l'égard de sa place financière, pourtant responsable à elle seule de l'équivalent de 27x les émissions directes de notre pays. La loi sur le CO2 soumise au parlement à l'époque des faits ne mentionnait même pas les flux financiers. Du moment que l'Etat se révèle incapable de protéger sa population, nous avons soutenu qu'elle était en droit de se défendre elle-même par tout moyen proportionné susceptible d'être efficace.

Ne fallait-il pas attendre que le monde politique prenne conscience des enjeux, voire favoriser cette prise de conscience ?

Laila Batou: Le monde politique est conscient de ces enjeux à tout le moins depuis la fin des années 1970, cela aussi nous l'avons démontré. Il a fallu plus de 40 ans pour l'adoption d'un accord international, qui n'est d'ailleurs même pas tout à fait contraignant. Depuis lors, les parlementaires écologistes ont enfin un instrument, qu'ils ne se privent pas d'utiliser: ils-elles ont multiplié les interpellations au Conseil fédéral sur la toxicité des investissements de la place financière suisse. Nous avons produit ces interpellations, et surtout les réponses du Conseil fédéral qui leur oppose une fin de non-recevoir: l'Etat n'a pas à intervenir dans l'économie, le marché va s'autoréguler et les acteurs financiers, se détourner d'eux-mêmes des investissements dommageables au climat – pour des questions de réputation, vu l'actualité de cette problématique. Le Conseil fédéral se repose exclusivement sur ces «mesures volontaires», qui seraient progressivement dictées par la loi du marché. Or, il n'y a qu'à jeter un coup d'œil sur l'évolution de la politique d'investissement de CREDIT SUISSE entre 2015 et 2019 pour se rendre compte que ce n'est pas le cas, alors même que chaque année compte. Et pourtant, dès le lendemain de la signature de l'Accord de Paris, les activistes que nous défendions avaient attiré l'attention de la banque sur cet enjeu par des lettres et des pétitions, dont l'une soutenue par 400'000 signataires. Nos clients ont eu beau jeu de plaider qu'ils n'avaient rien fait d'autre que d'accélérer un peu le dégât de réputation de CREDIT SUISSE, par leurs actions, puis par le procès et sa médiatisation, pour favoriser la prise de «mesures volontaires» par cette banque et toutes celles qui voulaient s'éviter cette mauvaise publicité. L'arrêt de la Cour d'Appel genevoise retient ainsi que l'action de l'activiste inculqué s'inscrit dans l'esprit de la politique des «mesures vo-

lontaires» du Conseil fédéral. Et en effet, même dans une perspective libérale, peut-on admettre que l'Etat s'abstienne totalement d'intervenir à l'encontre de certains acteurs du marché, dont l'activité met en jeu l'avenir de l'humanité, mais qu'il en réprime et en musèle d'autres, qui tentent eux aussi, avec leurs petits moyens, d'influencer ce marché afin qu'il redevienne au moins compatible avec leur survie? L'autre condition délicate était celle de l'efficacité de l'action des activistes: lorsqu'on est exposé à un danger, on ne peut pas juste se défouler contre le responsable du danger. Et c'est ici que le caractère bien réfléchi des actions, en particulier l'interpellation comique de Roger Federer à Lausanne, qui visait à le mettre en porte à faux avec son public quant à ses liens avec CREDIT SUISSE pour l'amener à prendre position sur les investissements toxiques de la banque, a joué un rôle fondamental. En effet, l'intérêt de la presse internationale pour le procès a conduit des journalistes à interroger Federer sur le sujet, et il était manifestement mal à l'aise. Son malaise pourrait bel et bien, par ricochet, mettre en difficulté son sponsor.

Quelle est la place de la Convention européenne des droits de l'Homme dans ces procès ?

Laila Batou: Outre l'Accord de Paris, nous nous sommes aussi appuyés sur la Convention européenne des droits de l'Homme dans ces procès. Cette Convention crée un devoir pour les Etats de protéger leurs populations. Nous avons utilisé une jurisprudence très importante des Pays-Bas où la Cour suprême, sur la base de la CEDH, a condamné l'Etat hollandais pour sa carence dans la mise en œuvre de l'accord de Paris, en disant qu'il ne protégeait pas la vie de sa population. Nous avons également soutenu, dans ce contexte, l'obligation positive des Etats de protéger leurs populations du risque constitué par le réchauffement climatique et empêcher que certaines entreprises privées n'aggravent ce risque.

Ces procès permettent-ils au droit d'évoluer ?

Laila Batou: Le droit va être amené à évoluer, parce que simplement les rapports de force vont nécessairement changer. Des mesures doivent être prises et les procès participent de la modification de ces rapports de force.

Vous avez déposé un recours au Tribunal Fédéral, ainsi que Crédit Suisse et le Ministère Public. Comment estimez-vous le résultat de ces recours ?

Laila Batou: Je ne me prononce pas sur nos chances de succès: les juges du Tribunal fédéral sont généralement relativement conservateurs, mais nous vivons une situation inédite dans laquelle certains individus, y compris à des postes de pouvoir, prennent leurs responsabilités de façon surprenante, et parfois héroïque. Cela étant, du point de vue des activistes du climat – et de l'humanité dans son ensemble – le dispositif des jugements est certes important, mais leur motivation l'est également. Le juge genevois de première instance a tout juste retenu l'existence d'un danger, niant son imminence et le fait que des biens juridiques individuels étaient menacés, sans même parler de la responsabilité de CREDIT SUISSE et de l'inaction des autorités suisses. Si le Tribunal fédéral prenait cette option, ce serait catastrophique. Les juges pourraient en revanche nous suivre sur différentes étapes du raisonnement – quitte à finalement condamner en exemptant de peine ou en atténuant les sanctions.

Et la question de la séparation des pouvoirs qui a été largement discutée, en particulier par les membres du PLR et de l'UDC ?

Laila Batou: Il y a eu un débat sur le fait que les juges n'ont pas à sauver le climat, car c'est le Parlement qui légifère. En vérité que se passe-t-il si le parlement ne fait rien, n'est pas à la hauteur, et que l'état du droit suisse est insatisfaisant au regard du droit supérieur ? Si les au-

(1) Article 17 du Code Pénal suisse

(2) Article 15 du Code Pénal suisse

torités ne protègent plus la population, celle-ci n'acquiert-elle pas un droit de désobéir pour sa protection, que le juge ne peut pas réprimer ?

La question de la séparation des pouvoirs se pose de façon encore plus problématique dans le contexte du réchauffement climatique, d'abord parce que l'enjeu est global, et les parlements, locaux, ensuite pour des questions de temporalité. Car ceux qui font les lois sont toujours – en termes relatifs – ceux qui souffriront le moins du réchauffement climatique. Qui défend les intérêts des êtres humains à naître ? Des êtres vivants non humains ? Des populations dont les terres seront inondées demain ?

Avez-vous subi des pressions ?

Laila Batou : Oui, j'ai reçu une lettre anonyme de menaces de mort. Et des injures sur les réseaux sociaux. Je pense que personne ne nous a pris au sérieux et imaginé que nous allions gagner, d'abord à Lausanne en première instance, puis devant une Cour d'appel à Genève. Ainsi il n'y a pas eu de pressions, ni insultes avant les procès, mais elles sont venues après les verdicts. Cela étant, je retiens davantage les innombrables manifestations de soutien que nous avons reçues du monde entier, que ce soit directement ou indirectement, par la façon bienveillante dont la presse a relayé ces procès.

Envisagez-vous de recourir à la CEDH si le tribunal maintient la condamnation ?

Laila Batou : il faut un grief CEDH pour cela, c'est à dire pouvoir démontrer que la décision de la Suisse lèse l'un des droits garantis par la Convention. Ce n'est pas évident, la CEDH ne va pas statuer sur un droit à maculer une banque de peinture. Nous pourrions le faire pour le procès de Lausanne, car il y a eu une limitation de la publicité des débats.

Avez-vous encore quelque chose de personnel à rajouter à l'attention des activistes ?

Laila Batou : j'invite les « désobéissants et désobéissantes » à bien penser leurs actions. Nous ne sommes plus dans une époque où l'on peut agir avec légèreté, on ne peut faire que des sans-faute. Nous avons gagné des procès parce que les activistes avaient fait usage d'une stricte gradation des moyens: ils avaient commencé par des lettres aux banques, puis des pétitions, puis des tractages, puis des actions symboliques ne créant pas de dommage – comme laver les façades de la banque – puis des dommages réversibles – peinture à la craie. Nous les avons gagnés aussi parce que les actions avaient un réel potentiel d'efficacité: interpeller Roger Federer devant ses fans sur sa relation avec une banque fossile était un excellent calcul, car si Roger Federer lâche CREDIT SUISSE pour garder ses fans cela fait du bruit. Quand on a peu de moyens, il faut avoir de bonnes idées.

Je les invite aussi à ne pas être obnubilés par les résultats, car le cheminement est important. A mon époque, on s'engageait sous le slogan « un monde meilleur est possible ». C'est beaucoup plus difficile aujourd'hui, où tout ce qu'on peut espérer c'est un monde qui se dégrade un peu moins vite: il s'agit tout au plus de limiter la casse. Comment rester engagé ? Quel que soit finalement le résultat de ces procès, on a vu des

avocats pleurer en plaidant, et des juges PLR arriver à la conclusion qu'eux aussi devaient prendre leurs responsabilités. Ces brèches qui s'ouvrent, même au cœur des institutions, ça prouve que nos clients ont raison d'avoir fait ce qu'ils ont fait, quand bien même ils devraient finir par être sanctionnés.

*Claire Magnin et Nadia Magnin
pour le n° de mars 2021,
Vision 2035*



ZIVILER UNGEHORSAM: VERSCHIEBEN DER LINIEN DES MÖGLICHEN

Laila Batou ist Anwältin in Genf und hat in den Prozessen in Lausanne und Genf verteidigt. Wir wollten wissen, welche Verteidigungsstrategie in diesen Prozessen entwickelt wurde, welche Argumente und Möglichkeitsräume das Gesetz bietet, um Aktionen des zivilen Ungehorsams zu legitimieren. Die Begegnung mit Laila Batou war beeindruckend: Überzeugt von der Gerechtigkeit der Sache, die die Aktivist*innen verteidigen, hat sie sich ein Jahr lang, für die Verteidigung ihrer Klient*innen engagiert – unentgeltlich. Sie ist dabei äusserst professionell und bereitet die Verteidigung bis ins kleinste Detail vor. Dieser Prozess ist an sich bereits ein kleiner Sieg.

Auf welche Gesetzestexte haben Sie sich bei der Verteidigung der Klimaaktivisten gestützt ?

Laila Batou : Der erste Text, auf den wir unsere Verteidigung gestützt haben, ist das Schweizer Strafgesetzbuch und das Prinzip des Notstands⁽¹⁾. Die Argumentation ist ähnlich wie bei der Selbstverteidigung⁽²⁾. Man kann eine Straftat begehen, wenn man einer Gefahr ausgesetzt ist und es keine rechtmässigen Mittel gibt, sich davor zu schützen. Die von uns verteidigten Aktivist*innen wiesen nach, dass die massiven Investitionen der CREDIT SUISSE in fossile Brennstoffe massgeblich zur globalen Erwärmung beitragen und damit ihre essentiellen Rechtsgüter bedrohen, und dass der Staat es versäumt, sie zu schützen. Sie mussten daher selbst aktiv werden.

Warum plädierten Sie nicht auf Selbstverteidigung ?

Laila Batou : In der Tat haben wir es mit menschlichem Verhalten zu tun, das für andere Menschen schädlich ist, was für die Figur der Selbstverteidigung spricht.

Die Berufung auf die Notwehr setzt aber einen plötzlichen, abrupten Angriff voraus. Die besondere Zeitlichkeit der globalen Erwärmung und die indirekte Natur des Schadens an den Rechtsgütern unserer Klient*innen. Auf diese Rechtsnorm kann sich berufen, wer eine unerlaubte Handlung begeht, um eine unmittelbare Gefahr abzuwenden, die überwiegende Rechtsgüter bedroht: Die Aktivist*innen haben nachgewiesen, dass sie berechtigten Grund haben, um ihre Gesundheit, ja sogar um ihr Leben zu fürchten; dass ihre berufliche Zukunft mehr als ungewiss ist und dass sie angesichts der Unsicherheit, über die Zukunft des Planeten, keine Kinder haben wollen. Um die CREDIT SUISSE direkt angreifen zu können, durften sie keine legalen oder weniger schädlichen Mittel haben, um diese Rechtsansprüche geltend zu machen. Es musste bewiesen werden, dass demokratische oder politische Maßnahmen sich bisher als unwirksam erwiesen.

Was war ihre Argumentationslinie ?

Laila Batou : wir mussten aufzeigen, dass die toxischen Investitionen der CREDIT SUISSE durch ihr Ausmaß die individuellen Rechtsgüter konkret bedrohten: Leben, Gesundheit, Eigentum, das Recht auf Berufswahl, die Achtung des Privat- und Familienlebens usw. Dass diese Rechtsgüter durch die Ausbeutung fossiler Brennstoffe bedroht sind, geht aus den IPCC-Berichten hinreichend hervor, aber wir haben auch zahlreiche Zeitungsartikel herbeigezogen, die das Abschmelzen der Gletscher, neue Krankheiten zeigen. Wir haben damit gezeigt, dass in der Schweiz die Rechte der Menschen auf Leben und Gesundheit betroffen sind.

Die Rolle der CREDIT SUISSE bei der Verschärfung dieser Gefahren wurde mit Berichten von NGOs untermauert, die mit Zahlen belegt haben, dass die Investitionspolitik der CREDIT SUISSE

nicht nur besonders „schmutzig“ war, sondern sich nach der Unterzeichnung des Pariser Abkommens noch verschlechtert hat, obwohl andere Banken nun vermehrt Anstrengungen unternahmen. Auch die Unmittelbarkeit der Gefahr war angesichts der besonderen Zeitlichkeit der globalen Erwärmung, die sich durch Trägheit auszeichnet, nicht selbstverständlich: Wir haben hier argumentiert, dass es die Unwendbarkeit der Gefahr ist, die unmittelbar bevorsteht oder sogar schon eingetreten ist, also der Moment, in dem die Gefahr nicht mehr abgewendet werden kann. Bis jetzt sind uns fast alle Richter gefolgt.

Es gab also andere Aspekte, die schwieriger waren ?

Laila Batou : ja, die Bedingung der Subsidiarität der rechtswidrigen Handlung. Im Gegensatz zur Notwehr, bei der das Recht, sich selbst zu verteidigen, absolut ist, sofern eine gewisse Verhältnismässigkeit gewahrt bleibt, muss die Person, die sich in einer Notsituation befindet, wenn sie kann, die Polizei hinzuziehen oder ein anderes rechtmässiges Mittel einsetzen, um die Gefahr abzuwenden. Es wurde viel Arbeit geleistet, um zu zeigen, dass die Schweiz auch nach der Unterzeichnung des Pariser Abkommens, das von den Staaten eine „Dekarbonisierung“ der Finanzströme verlangt, keine wirksamen Maßnahmen in Bezug auf ihren Finanzplatz ergriffen hat, der für das 27-fache der direkten Emissionen unseres Landes verantwortlich ist. Im CO2-Gesetz, das dem Parlament damals vorgelegt wurde, war von Finanzströmen nicht einmal die Rede. Solange der Staat nicht in der Lage ist, seine Bevölkerung zu schützen, argumentierten wir, sei es gerechtfertigt, sich mit allen verhältnismässigen Mitteln zu verteidigen, die wirksam sein können.

(1) Artikel 17 schweizerisches Strafgesetzbuch

(2) Artikel 15 schweizerisches Strafgesetzbuch

Müsste man nicht warten bis die Politik sich des Problems annimmt, oder auf dieses politische Bewusstsein hinwirken?

Laila Batou: die Politik ist sich dieser Problematik mindestens seit den späten 1970er Jahren bewusst, wie wir gezeigt haben. Es hat mehr als 40 Jahre gedauert, bis ein internationales Abkommen verabschiedet wurde, das nicht einmal vollständig verbindlich ist. Damit haben die grünen Parlamentarier*innen endlich eine Grundlage, um Vorstösse an den Bundesrat zu richten, was die Schädlichkeit der Investitionen auf dem Schweizer Finanzplatz anbelangt. Wir haben diese Fragen und vor allem die Antworten des Bundesrates vorgelegt, die eine völlige Absage an die Vorstellung sind, dass der Staat in die Wirtschaft eingreifen soll, dass der Markt sich dafür selbst reguliert und dass sich dann die Finanzakteure von klimaschädlichen Investitionen abwenden – aus Gründen der Reputation, angesichts der Aktualität dieses Themas. Der Bundesrat setzt ausschließlich auf diese „freiwilligen Maßnahmen“, die nach und nach vom Gesetz des Marktes diktiert werden würden. Man muss sich jedoch nur die Entwicklung der Anlagepolitik der CREDIT SUISSE zwischen 2015 und 2019 ansehen, um zu erkennen, dass dies nicht der Fall ist. Dabei zählt jedes Jahr. Die von uns vertretenen Aktivist*innen haben bereits am Tag nach der Unterzeichnung des Pariser Abkommens die Bank durch Briefe und Petitionen auf dieses Problem aufmerksam gemacht. Die Petition wurde von 400'000 Personen unterzeichnet. Unsere Klient*innen hatten kein Problem damit, sich darauf zu berufen, dass sie nichts weiter getan hätten, als den Schaden für den Ruf der CREDIT SUISSE durch ihre Handlungen zu beschleunigen. Auch mit der Klage und der Berichterstattung in den Medien soll die Bank und alle, die diese schlechte Publicity vermeiden wollten, zu „freiwilligen Maßnahmen“ bewegt werden. Der Entscheid des Genfer Appellationsgerichts hält denn auch fest, dass das Vorgehen

des angeklagten Aktivisten dem Geist der bundesrätlichen Politik der „freiwilligen Massnahmen“ entspricht. Selbst aus einer liberalen Perspektive kann man zugeben, dass der Staat es völlig unterlässt, gegen bestimmte Marktakteure einzuschreiten, deren Tätigkeit die Zukunft der Menschheit aufs Spiel setzt, während er andere unterdrückt und mundtot macht, die mit ihren geringen Mitteln versuchen, den Markt so zu beeinflussen, dass er mit ihrem Überleben vereinbar ist. Die andere heikle Bedingung war die Wirksamkeit der Aktionen der Aktivist*innen: Wenn man einer Gefahr ausgesetzt ist, kann man nicht einfach auf die Person einprügeln, die für die Gefahr verantwortlich ist. Und hier spielte der durchdachte Charakter der Aktionen, insbesondere die komische Befragung von Roger Federer in Lausanne, die darauf abzielte, ihn in Bezug auf seine Verbindungen zur CREDIT SUISSE zu den schädlichen Investitionen der Bank Stellung beziehen zu müssen, eine grundlegende Rolle. Tatsächlich führte das Interesse der internationalen Presse an dem Prozess dazu, dass Journalisten Federer dazu befragten, und er fühlte sich sichtlich unwohl dabei. Sein Unbehagen könnte sich auch auf seinen Sponsor ausgewirkt haben.

Welchen Stellenwert hat die Europäische Menschenrechtskonvention in diesen Prozessen?

Laila Batou: neben dem Pariser Abkommen haben wir uns in diesem Verfahren auch auf die Europäische Menschenrechtskonvention berufen. Diese Konvention verpflichtet die Staaten zum Schutz ihrer Bevölkerung. Wir haben einen sehr wichtigen Fall aus den Niederlanden herangezogen, in dem der Oberste Gerichtshof auf der Grundlage der EMRK den niederländischen Staat für sein Versagen bei der Umsetzung des Pariser Abkommens verurteilt hat, indem er sagte, dass er das Leben seiner Bevölkerung nicht schützt. Wir haben in diesem Zusammenhang auch die positive

Verpflichtung der Staaten unterstützt, seine Bevölkerung vor dem Risiko der globalen Erwärmung zu schützen und bestimmte private Unternehmen daran zu hindern, dieses Risiko zu verschärfen.

Erlauben diese Prozesse, dass sich das Recht weiterentwickelt?

Laila Batou: das Gesetz wird sich weiterentwickeln müssen, einfach weil sich die Machtverhältnisse zwangsläufig ändern werden. Um diese Machtverhältnisse zu verändern, braucht es Prozesse wie unsere.

Sowohl sie, als auch die CREDIT SUISSE und der Staatsanwaltschaft haben eine Beschwerde beim Bundesgericht eingereicht. Wie beurteilen Sie die Chancen dieser Einsprüche?

Laila Batou: zu unseren Erfolgsaussichten äussere ich mich nicht: die Richter des Bundesgerichts sind im Allgemeinen relativ konservativ, aber wir erleben eine beispiellose Situation, in der einige Personen, auch in Machtpositionen, auf überraschende und manchmal heldenhafte Weise Verantwortung übernehmen. Aus Sicht der Klimaaktivist*innen - und der Menschheit insgesamt - ist jedoch nicht nur der operative Teil der Urteile wichtig, sondern auch ihre Motivation. Das erstinstanzliche Genfer Gericht hat lediglich das Vorhandensein einer Gefahr angenommen, hingegen deren Unmittelbarkeit und die Tatsache, dass einzelne Rechtsgüter gefährdet seien, bestritten. Ganz zu schweigen von der Verantwortung der CREDIT SUISSE und der Untätigkeit der Schweizer Behörden. Würde das Bundesgericht diese Option wählen, wäre das katastrophal. Die Richter hingegen könnten uns auf verschiedenen Stufen der Argumentation folgen – was letztlich bedeutet, strafbefreiend oder strafmildernd zu urteilen.

Wie steht es mit der Frage der Gewaltenteilung, die vor allem von Mitgliedern der FDP und der SVP breit diskutiert wurde?

Laila Batou: es hat eine Debatte darüber gegeben, dass Richter nicht das Klima retten müssen, weil es das Parlament ist, das die Gesetze macht. Was aber, wenn das Parlament nichts tut, wenn es der Aufgabe nicht gewachsen ist und wenn der Zustand des Schweizer Rechts im Verhältnis zum übergeordneten Recht unbefriedigend ist? Wenn die Behörden die Bevölkerung nicht schützen, hat die Bevölkerung dann nicht ein Recht auf Ungehorsam zu ihrem Selbstschutz? Die Frage der Gewaltenteilung ist im globalen Zusammenhang noch problematischer, erstens, weil das Thema global und die Parlamente lokal sind, und zweitens wegen der Fragen der Zeitlichkeit. Denn diejenigen, die die Gesetze machen, sind immer – relativ gesehen – diejenigen, die am wenigsten unter der globalen Erwärmung leiden werden. Wer vertritt die Interessen der unborenen Menschen? Von nicht-menschlichen Lebewesen? Von der Bevölkerungen, deren Land morgen überflutet wird?

Wurden Sie unter Druck gesetzt?

Laila Batou: ja, ich habe eine anonyme Morddrohung erhalten. Und Beleidigungen in sozialen Netzwerken. Ich glaube nicht, dass uns jemand ernst genommen und sich vorgestellt hat, dass wir gewinnen würden, erst in Lausanne in erster

Instanz und dann vor einem Berufungsgericht in Genf. Es gab also keinen Druck, keine Beleidigungen vor den Prozessen, aber sie kamen nach den Urteilen. Was mir jedoch am meisten in Erinnerung bleibt, sind die unzähligen Unterstützungsbekundungen, die wir aus der ganzen Welt erhalten haben, sowohl direkt als auch indirekt durch die wohlwollende Art und Weise, in der die Presse über diese Prozesse berichtet hat.

Planen Sie, beim EGMR in Berufung zu gehen, wenn das Gericht die Verurteilung aufrechterhält?

Laila Batou: dafür braucht es eine EMRK-Beschwerde, d.h. wir müssen nachweisen können, dass die Schweizer Entscheidung eines der in der Konvention garantierten Rechte verletzt. Es ist nicht klar, ob der EGMR sich dazu äussern wird, ob eine Bank mit Farbe zu beschmieren legitim sei. Für den Prozess in Lausanne können wir das tun, weil es eine Einschränkung der Öffentlichkeit des Verfahrens gab.

Haben Sie den Aktivist*innen noch etwas zu sagen?

Laila Batou: ich lade die „Ungehorsamen“ ein, sorgfältig über ihr Handeln

nachzudenken. Wir sollten nicht leichtfertig handeln. Wir haben Fälle gewonnen, weil die Aktivist*innen eine strenge Abstufung der Mittel verwendet haben: Sie begannen mit Briefen an die Banken, dann Petitionen, dann Flugblattaktionen, dann symbolische Aktionen, die keinen Schaden verursachen – wie das Waschen der Bankfassaden –, dann reversible Schäden – Kreidefarbe. Wir haben sie auch deshalb gewonnen, weil die Aktionen ein echtes Wirkungspotenzial hatten: Roger Federer vor seinen Fans mit seiner Beziehung zu einer fossilen Bank zu konfrontieren, war eine exzellente Aktion, denn wenn Roger Federer die CREDIT SUISSE fallen lässt, um seine Fans zu halten, dann macht das Lärm. Wenn man nicht viel Geld hat, braucht man gute Ideen. Ich lade sie auch dazu ein, nicht von den Zielen besessen zu sein, denn der Weg ist wichtig. Zu meiner Zeit waren wir dem Slogan „Eine bessere Welt ist möglich“ verpflichtet. Viel schwieriger ist es heute, wo wir nur auf eine Welt hoffen können, die sich etwas weniger schnell verschlechtert: Es geht höchstens um Schadensbegrenzung. Wie kann man engagiert bleiben? Wie auch immer diese Prozesse ausgehen, wir haben Anwälte gesehen, die beim Plädoyer weinten, und Richter, die zu dem Schluss kamen, dass auch sie Verantwortung übernehmen sollten. Dieser Widerspruch, der sich selbst im Herzen von Institutionen auftut zeigt, dass unsere Mandantinnen und Mandanten das Recht verändern, dadurch was sie getan haben – auch wenn sie am Ende bestraft werden sollten.

Claire Magnin und Nadia Magnin für Vision 2035, März 2021





LA CONTRIBUTION DE LA SUISSE À LA CONSTRUCTION DE L'ORDRE NÉOLIBÉRAL

La Révolution Russe de 1917 a semé la panique dans la haute bourgeoisie européenne, déjà très discréditée et affaiblie par la gigantesque tragédie de la Première Guerre mondiale, résultat de sa propre irresponsabilité, de sa cupidité et de son incompetence. La crise de 1929, qui a presque conduit à la ruine la plupart des pays industrialisés capitalistes, mais qui n'a guère touché la jeune Union Soviétique, a encore renforcé l'alternative posée par la Révolution Russe. Cette bourgeoisie a alors dû faire face à deux difficultés: reconstruire l'ordre capitaliste international et répondre au défi posé par la critique marxiste et la Révolution Russe. Un groupe d'intellectuels hostiles au communisme, à la gauche en général, et même au capitalisme du New Deal aux États-Unis, a cherché à développer et à imposer une reconstruction plus autoritaire et profondément antidémocratique du capitalisme: le néolibéralisme. Comme mentionné dans mon article précédent⁽¹⁾, la Suisse a été le premier pays à accueillir et à financer ces intellectuels, jouant ainsi un rôle clé dans la construction de l'ordre néo-libéral.

Quinn Slobodian, auteur du livre *Globalists*, a créé un terme pour désigner la contribution de la Suisse au néolibéralisme: *l'École de Genève*.

D'après Slobodian,

«*L'École de Genève comprend des penseurs qui ont occupé des postes universitaires à Genève, en Suisse, dont Wilhelm Röpke, Ludwig von Mises et Michael Heilperin; ceux qui y ont poursuivi ou présenté des recherches clés, dont Hayek, Lionel Robbins et Gottfried Haberler; et ceux qui ont travaillé à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), comme Jan Tumlir, Frieder Roessler (...). Les néolibéraux*

de l'école de Genève ont transposé l'idée ordolibérale de «la constitution économique» – ou l'ensemble des règles régissant la vie économique – à l'échelle au-delà de la nation.»

Toujours selon cet auteur, la ville de «Genève – qui a finalement accueilli l'OMC – est devenue la capitale spirituelle du groupe de penseurs qui ont cherché à résoudre l'énigme de l'ordre post-impérial». Cet ordre post-impérial fait référence à la période qui a suivi la fin de l'Empire Austro-Hongrois et une grande partie de «l'énigme» mentionnée se rapporte au défi posé par la Révolution Russe. Ce que les néolibéraux de l'École de Genève cherchent «n'est pas une protection partielle mais complète des droits du capital privé, et la capacité des organes judiciaires supranationaux comme la Cour européenne de justice et l'OMC à passer outre à la législation nationale qui pourrait perturber les droits mondiaux du capital, c'est-à-dire une constitution économique pour le monde.»

Pour l'École de Genève, toujours selon Slobodian,

«*les engagements en faveur de la souveraineté et de l'autonomie nationales sont dangereux s'ils sont pris au sérieux. Ils étaient de fervents critiques de la souveraineté nationale, estimant qu'après l'empire, les nations doivent rester ancrées dans un ordre institutionnel international qui sauvegarde le capital et protège son droit de se déplacer dans le monde entier. Le péché capital du XXe siècle était la croyance en une indépendance nationale sans entraves, et l'ordre mondial néolibéral exigeait une isonomie exécutoire – ou «mêmes lois», comme Hayek l'appellera plus tard – contre l'illusion de l'autonomie, ou «propres lois.»*

Pour les néo-libéraux de l'École de Ge-

nève, les lois qui défendent les «droits» du capital doivent primer sur les lois nationales concernant les droits des travailleurs ou la protection de l'environnement, par exemple.

De nombreux participant-e-s de l'École de Genève ont été parmi les fondatrices et fondateurs de la Société du Mont Pélerin, également en Suisse, une entité qui a joué un rôle clé dans la construction intellectuelle du néolibéralisme et dans la diffusion internationale de ses propositions. La Société du Mont Pélerin a servi d'inspiration et de modèle à d'autres organisations importantes du réseau international de la droite comme le Atlas Network et le Atlantic Council. Face au défi posé par la Révolution russe, la bourgeoisie suisse s'est très tôt placée du côté du capital, embrassant même les extrêmes les plus autoritaires du capitalisme tel que représenté par le néolibéralisme, tout cela pour arrêter la «menace» de la gauche, toujours plus dangereuse, du point de vue du capital, que toute menace totalitaire de la droite. Un témoignage important de la croisade de la bourgeoisie suisse contre le communisme et la gauche est donné par les écrits de Harry Gmür, écrivain suisse et communiste. Né à Berne en 1908, Gmür a assisté à la montée du fascisme en Europe et à la réaction néo-libérale en Suisse. Contrairement à beaucoup de ses contemporains, Gmür a embrassé la gauche et ses valeurs humanitaires. Dans un texte publié en 1965 sous le titre *La guerre d'Hitler et la Suisse*, Gmür a écrit:

«*Après le déclenchement de la guerre, le gouvernement à Berne, sous la pression allemande, mais saisissant certainement trop facilement l'occasion, s'était empressé d'interdire et de contrôler tous les partis, associations, journaux, distributeurs de livres, etc. systématiquement antifascistes.»*

Dans un autre article publié 10 ans plus tard, en 1975, sous le titre *À cette époque, en Suisse*, Gmür est revenu sur ce sujet en écrivant:

«*La gauche suisse a été soumise à une pression particulière pendant la guerre (...). Après le déclenchement de la guerre, le Conseil fédéral, non moins par anti-communisme que par servilité envers le troisième Reich, avait supprimé le «Freiheit», organe du Parti communiste, et les deux quotidiens de la gauche socialiste vaudoise et genevoise, qui s'étaient séparés de la social-démocratie. Après la catastrophe française, le Parti communiste, les partis socialistes de gauche de Suisse occidentale, l'Opposition du Parti socialiste germano-suisse (une fraction qui travaille contre la ligne de droite de la direction du parti) et la Société de l'Union soviétique ont été carrément interdits. Leurs biens – imprimeurs, librairies, voire inventaire de bureau – ont été confisqués et n'ont jamais été restitués. Les plaintes justifiées de la presse soviétique concernant le traitement des prisonniers de guerre soviétiques qui avaient fui en Suisse ont été rejetées par le chef de la justice et de la police.»*

Ces deux articles ont été publiés dans le *Weltbühne*, une publication de l'ancienne République Démocratique d'Allemagne, sous le pseudonyme de Stefan Miller, certainement pour éviter la répression de la droite en Suisse.

Cependant, le document le plus percutant sur la bourgeoisie suisse, sur sa guerre incessante contre la gauche et sa défense intransigeante du capital avant tout est le Rapport Bergier.

Une commission indépendante a été créée par le Conseil Fédéral suisse en décembre 1996, sous la direction de l'historien Jean François Bergier, avec pour mandat, selon Bergier lui-même, de «répondre à un ensemble de questions précises sur les biens «en déshérence», c'est-à-dire déposés avant la (seconde) guerre dans les banques suisses par de futures

victimes (du nazisme) et jamais récupérés ensuite par celles-ci ou leurs héritiers; sur le traitement des réfugiés; sur l'ensemble des relations économiques ou financières entre la Suisse et l'Allemagne nazie – commerce, productions industrielles, crédits et mouvements de capitaux, assurances, trafic d'armes, marché des œuvres d'art et bien patrimoniaux spoliés ou vendus par force, transit ferroviaire, courant électrique, travail forcé dans les filiales allemandes d'entreprises suisses.»

Le Rapport Bergier dans son intégralité comprend 11 000 pages réparties en 28 volumes. Une œuvre immense d'une valeur inestimable.

Pour Pietro Boschetti, auteur de *Les Suisses et les Nazis* qui résume le Rapport Bergier, le rapport en général, «a confirmé ce que les historiens savaient déjà: oui, la politique d'asile a été d'une extrême dureté pendant la guerre; oui, la Banque nationale a acheté quantité d'or suspect à l'Allemagne nazie, lui rendant ainsi un service très apprécié.»

Dans son livre, Boschetti mentionne quelques exemples de la coopération des grandes entreprises suisses avec l'Allemagne nazie, telles que révélées par le Rapport Bergier. Parmi les exemples donnés par Boschetti, j'en mentionne quelques-uns ci-dessous, juste pour donner une idée de l'ampleur et du sérieux du Rapport Bergier:

Sur les affaires entre la Suisse et l'Allemagne nazie, Boschetti a écrit:

«*Les relations entre hommes d'affaires étaient manifestement fort étroites et durables. Ainsi, après la guerre, le président de la (Banque) SBS (Rudolf Speich) et le directeur de l'UBS (Alfred Schaefer) apporteront leur soutien au seul banquier nazi (Karl Rasche, membre des SS, Dresdner Bank) devant le Tribunal international de Nuremberg.»*

À propos de «l'aryanisation»:

«*Les «certificats d'aryanité» destinées à prouver la pureté raciale semblent*

avoir été une pratique assez courante. Pour obtenir le droit d'atterrir à Munich, Swissair accepte par exemple que ses équipages prouvent leur aryanité. Nestlé agit de même ainsi que les sociétés d'assurances.»

Et aussi à propos de Nestlé:

«*Depuis Vevey, Nestlé reste en contact durant toute la guerre avec le Suisse Hans Riggenschach, qui dirige à Berlin les affaires allemandes de la multinationale. Nestlé vend son Nescafé à la Wehrmacht pendant la campagne de Russie, malgré la difficile importations des grains de café.»*

Sur le travail forcé effectué par les prisonniers de guerre:

«*Frappées, comme leurs concurrents par le manque d'ouvriers, les firmes suisses font appel au travail forcé. (...) aux usines Lonza de Waldshut, où 150 Français débarqueront entre juillet 1940 et avril 1942. De cette date jusqu'à la fin du conflit, plus de 400 prisonniers de guerre russes y travailleront. Georg Fischer, BBC, Maggi, Nestlé et bien d'autres n'hésiteront pas, elles aussi, à puiser dans ce réservoir de main d'œuvre.*

Les mauvais traitements sont monnaie courante, y compris dans les filiales suisses (...).

Jusqu'en août 1944, la Suisse refoule en Allemagne les travailleurs forcés en fuite, en particulier les Russes et les Polonais.»

Pour Bergier, les autorités et les responsables des entreprises suisses à «l'époque n'ont pas manqué de justifier chacune des mesures qu'ils prenaient, ou leur refus d'en prendre, leur hésitation. Mais leurs explications résistent rarement à l'examen», comme il l'a écrit dans l'introduction du livre de Boschetti.

Cependant, le débat avec la société qui aurait dû avoir lieu après la publication du rapport – le but ultime de tous les

(1) Centre de recherche sur la mondialisation, «La voie dangereuse de la Suisse vers l'extrême-droite» par Franklin Frederick

efforts déployés – a été empêché. Selon les mots de Pietro Boschetti :

«*Curieux pays tout de même! Alors qu'il vient d'achever un louable travail d'introspection historique reconnu un peu partout comme exemplaire, qu'il a investi d'importants moyens pour permettre aux historien-ne-s de travailler sérieusement et en toute indépendance, alors qu'il a traversé une <crise identitaire> provoqué par le scandale des fonds en déshérence ayant donné lieu à toutes sortes d'exagérations et d'outrances, eh bien ce pays, au moment où il dispose du matériel historique nécessaire pour avoir un débat serein... refuse de le tenir. Dommage!*»

La suppression de ce débat a été une victoire importante pour la bourgeoisie et le grand capital suisse, qui ont ainsi protégé leur image et ont pu maintenir, en Suisse, l'espace et la crédibilité nécessaires pour poursuivre l'expansion du programme néolibéral. Sans cela, des institutions aussi distinctes que le Forum économique mondial et le Fonds mondial pour la nature – WWF – tous deux basés en Suisse, et tous deux héritiers et promoteurs de la vision néolibérale du monde, c'est-à-dire du marché comme principal instrument d'organisation de la société et même comme « sauveur » de la planète, n'auraient peut-être pas connu un tel succès.

L'année 2022 marque le 20e anniversaire de la publication du port Bergier. C'est l'occasion de tenir le débat étouffé mais toujours nécessaire, non seulement pour mieux comprendre le rôle de la bourgeoisie et du grand capital en Suisse et son idéologie au moment de la Seconde Guerre mondiale, mais surtout pour comprendre ses développements actuels. Après tout, la vision du monde néolibérale et ses représentant-e-s détiennent toujours un énorme pouvoir politique dans ce pays, l'hostilité contre la gauche reste aussi agressive qu'elle l'était pendant la guerre froide, et la Suisse continue d'être un partenaire important dans la construction et la diffusion de faux

réécits américains qui soutiennent les campagnes anti-démocratiques contre Cuba et le Venezuela, pour ne citer que ces deux exemples. Les forces politiques et les intérêts économiques qui ont facilité la collaboration des autorités et des grandes entreprises suisses avec l'Allemagne nazie sont les mêmes qui sont à l'origine des propositions de réorganisation de l'État en fonction des intérêts du capital telles que défendues par la Société du Mont-Pélerin et le Forum économique mondial; ce sont également les mêmes qui ont empêché le débat public sur le rapport Bergier.

Le capitalisme néolibéral continue d'être défendu en Suisse comme la seule solution possible aux différents problèmes auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui, de la crise écologique à la crise sanitaire que représente la pandémie. Le rôle du capitalisme néolibéral comme cause de ces mêmes problèmes n'est même pas mentionné. Alors que le mouvement de jeunesse pour le climat remet en question le néolibéralisme en Suisse, le Parlement fédéral adopte une loi « contre le terrorisme » qui renforce très sérieusement la surveillance, la répression et la criminalisation des mouvements militants qui contestent l'ordre social existant. Cependant, malgré la Société du Mont-Pélerin et l'École de Genève, le Forum économique mondial et le WWF, il existe une autre tradition en Suisse, une tradition qui s'est incarnée dans les travaux de la commission Bergier de Harry Gmür et qui réapparaît aujourd'hui dans le mouvement de jeunesse pour le climat. Il appartient maintenant à cette tradition de rouvrir le débat nécessaire et de remettre en question le néolibéralisme dans l'un de ses centres les plus importants et les plus influents, la Suisse.

Franklin Frederick

DER BEITRAG DER SCHWEIZ ZUR KONSTRUKTION DER NEOLIBERALEN ORDNUNG

Die russische Revolution von 1917 verbreitete Panik unter der europäischen Grossbourgeoisie, die nach der gigantischen, durch ihre eigene Verantwortungslosigkeit, Habgier und Inkompetenz verschuldeten Tragödie des Ersten Weltkriegs diskreditiert und geschwächt war. Die Krise von 1929, welche die meisten kapitalistischen Industrieländer an den Rand des Ruins brachte, die junge Sowjetunion aber kaum berührte, bekräftigte noch die Alternative der Russischen Revolution. Diese Bourgeoisie stand damit vor zwei schwierigen Aufgaben: die Wiederherstellung der internationalen kapitalistischen Ordnung und eine Erwiderung auf die Herausforderung durch die marxistische Kritik und die russische Revolution. Eine Gruppe dem Kommunismus, der Linken im Allgemeinen und sogar dem New-Deal-Kapitalismus in den Vereinigten Staaten feindlich gesinnter Intellektueller versuchte, einen autoritäreren und zutiefst antidemokratischen Wiederaufbau des Kapitalismus zu entwerfen und durchzusetzen: den Neoliberalismus. Wie in meinem vorherigen Artikel⁽¹⁾ erwähnt, war die Schweiz das erste Land, das diese Intellektuellen aufnahm und finanzierte und damit eine Schlüsselrolle bei der Konstruktion der neoliberalen Ordnung spielte.

Quinn Slobodian, der Autor des Buches „Globalists“, hat einen Ausdruck geschaffen, um den Beitrag der Schweiz zum Neoliberalismus zu bezeichnen: die „Genfer Schule“.

„Die Genfer Schule umfasst,“ so Slobodian, „Denker, die akademische Positionen in Genf, Schweiz, innehatten, wie Wilhelm Röpke, Ludwig von Mises und Michael Heilperin; jene, die dort wichtige Forschungen betrieben oder präsentierten, wie Hayek, Lionel Robbins und Gottfried Haberler; und jene, die am

Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommen (GATT) arbeiteten, wie Jan Tumlir, Frieder Roessle (...) Die Neoliberalen der Genfer Schule übertrugen die ordoliberalen Idee der ‚Wirtschaftsverfassung‘ – oder des Regelwerks, welches das Wirtschaftsleben regelt – auf eine die Nationen übergreifende Ebene.“

Ferner schreibt dieser Autor dass „Genf – das schlussendlich die WTO beherbergte – zur geistigen Hauptstadt der Gruppe von Denkern wurde, die das Rätsel der post-imperialen Ordnung lösen wollten.“ Jene post-imperiale Ordnung bezieht sich auf die Zeit nach dem Ende der österreichisch-ungarischen Monarchie und ein Grossteil des erwähnten „Rätsels“ betrifft die Herausforderung durch die russische Revolution. Was die Neoliberalen der Genfer Schule anstreben, „ist ein nicht nur teilweiser, sondern vollständiger Schutz der Rechte des Privatkapitals und die Befugnis supranationaler Justizorgane wie des Europäischen Gerichtshofs und der WTO, sich über die nationalen Gesetze hinwegzusetzen, welche die globalen Rechte des Kapitals stören könnten, d.h. eine Wirtschaftsverfassung für die Welt.“

Wiederum nach Slobodian: Für die Genfer Schule steht fest, dass „Bekanntnisse zu nationaler Souveränität und Autonomie gefährlich sind, wenn sie ernst genommen werden. Ihre Anhänger waren eifrige Kritiker der nationalen Souveränität und glaubten, dass nach dem Imperium die Nationen in einer internationalen institutionellen Ordnung verankert bleiben müssen, die das Kapital behütet und sein Recht wahrt, sich in der ganzen Welt zu bewegen. Die Todsünde des zwanzigsten Jahrhunderts war der Glaube an die uneingeschränkte nationale Unabhängigkeit, und die neoliberale Weltordnung verlangte eine durchsetzbare Isonomie – oder ‚gleiche Gesetze‘, wie sie Hayek später nennen sollte – gegen die Illusion der Autonomie oder ‚eigener Gesetze‘.“

Für die Neoliberalen der Genfer Schule müssen Gesetze, welche die „Rechte“ des Kapitals verteidigen, Vorrang vor nationalen Gesetzen haben, die z.B. die Rechte der Arbeitnehmer oder den Umweltschutz betreffen.

Viele Teilnehmer der Genfer Schule gehörten zu den Gründern der Mont Pélerin Society, ebenfalls in der Schweiz, einer Organisation, die eine Schlüsselrolle bei der intellektuellen Erarbeitung des Neoliberalismus und der internationalen Verbreitung seiner Vorschläge spielte. Die Mont Pelerin Society diente als Inspiration und Vorbild für andere wichtige Organisationen im internationalen Netzwerk der Rechten, wie dem Atlas Network und dem Atlantic Council.

Angeht die Herausforderung durch die Russische Revolution stellte sich die Schweizer Bourgeoisie sehr früh auf die Seite des Kapitals und übernahm selbst die autoritärsten Extreme des Kapitalismus, wie sie der Neoliberalismus vertritt, alles nur um die „Bedrohung“ durch die Linke aufzuhalten, die vom Kapitals aus gesehen immer gefährlicher war als jede totalitäre Bedrohung von rechts. Ein wichtiges Zeugnis des Kreuzzugs, den die Schweizer Bourgeoisie gegen den Kommunismus und allgemein die Linke führte, sind die Schriften von Harry Gmür, einem Schweizer Schriftsteller und Kommunisten. Der 1908 in Bern geborene Gmür erlebte den Aufstieg des Faschismus in Europa und die neoliberale Reaktion in der Schweiz. Anders als viele seiner Zeitgenossen bekannte sich Gmür zur Linken und ihren humanitären Werten. In einem 1965 unter dem Titel *Hitlers Krieg und die Schweiz* veröffentlichten Text schrieb Gmür:

„Nach Ausbruch des Krieges gab die Regierung in Bern dem deutschen Druck nach, indem sie dabei sicher auch eine günstige Gelegenheit ausnützte, und befehlissigte sich, alle systematisch antifaschistischen Parteien, Vereine, Zeitun-

(1) Centre de recherche sur la mondialisation, « La voie dangereuse de la Suisse vers l'extrême-droite » von Franklin Frederick

gen, Buchverteiler usw. zu verbieten und zu kontrollieren.“ (Rückübersetzung)

In einem weiteren Artikel, der 10 Jahre später, 1975 unter dem Titel *Damals, in der Schweiz* veröffentlicht wurde, kam Gmür auf dieses Thema zurück und schrieb:

„Die Schweizer Linke kam während des Krieges besonders unter Druck (...) Nach Kriegsausbruch hatte der Bundesrat, nicht weniger aus Antikommunismus als aus Unterwürfigkeit gegenüber dem Dritten Reich, die ‚Freiheit‘, das Organ der Kommunistischen Partei, und die beiden Tageszeitungen der sozialistischen Linken in Waadt und Genf, die sich von der Sozialdemokratie abgespalten hatte, eingestellt. Nach der französischen Katastrophe wurden die Kommunistische Partei, die linkssozialistischen Parteien in der Westschweiz, die Opposition der Sozialistischen Partei der Deutschschweiz (eine Fraktion, die gegen die rechte Linie der Parteiführung arbeitete) und die Gesellschaft der Sowjetunion gänzlich verboten. Ihr Eigentum – Druckereien, Buchhandlungen, sogar Büroinventar – wurde beschlagnahmt und nie zurückgegeben. Berechtigte Beschwerden der sowjetischen Presse über die Behandlung der in die Schweiz geflüchteten sowjetischen Kriegsgefangenen wurden von der Leitung des Justiz- und der Polizeidepartements abgewiesen.“ (Rückübersetzung)

Beide Artikel wurden in der *Weltbühne*, einer Publikation der ehemaligen Deutschen Demokratischen Republik, unter dem Pseudonym Stefan Miller veröffentlicht, sicherlich um in der Schweiz Verfolgungen von rechts auszuweichen. Das eindringlichste Dokument über die Schweizer Bourgeoisie, über ihren ständigen Krieg gegen die Linke und ihre unachgiebig vorrangige Verteidigung des Kapitals, ist jedoch der Bergier-Bericht. Im Dezember 1996 wurde vom Schweizer Bundesrat eine unabhängige Kommission unter der Leitung des Historikers Jean François Bergier eingesetzt mit dem Auftrag, so Bergier selbst, „eine Reihe von

präzisen Fragen zu den <nachrichtenlosen> Vermögenswerten zu beantworten, d.h. zu den Vermögenswerten, die vor dem (Zweiten) Weltkrieg von späteren Opfern (des Nationalsozialismus) auf Schweizer Banken deponiert und von ihnen oder ihren Erben nie zurückgefordert wurden; über die Flüchtlingspolitik; über alle wirtschaftlichen oder finanziellen Beziehungen zwischen der Schweiz und Nazi-Deutschland – Handel, Industrieproduktion, Kredit- und Kapitalverkehr, Versicherungen, Waffenhandel, Handel mit geraubten oder zwangsverkauften Kunstwerken und Kulturgütern, Eisenbahntransit, Elektrizität, Zwangsarbeit in den deutschen Filialen schweizerischer Unternehmen.“

Der Bergier-Bericht, ein gewaltiges Werk von unschätzbarem Wert, umfasst in seiner Gesamtheit 11.000 Seiten in 28 Bänden.

Laut Pietro Boschetti, dem Autor eines Buches, das den Bergier-Bericht unter dem Titel *Les Suisses et les nazis* zusammenfasst und aus dem das obige Zitat von Bergier stammt, „bestätigte der Bericht im Grossen und Ganzen, was Historiker bereits wussten: Ja, die Asylpolitik während des Krieges war extrem hart; ja, die Nationalbank kaufte verdächtiges Gold aus Nazi-Deutschland in Menge und leistete diesem einen sehr geschätzten Dienst.“ Boschetti führt in seinem Buch einige Beispiele von Zusammenarbeit der grossen Schweizer Firmen mit Nazi-Deutschland an, die der Bergier-Bericht aufdeckt. Ich erwähne hier nur einige, um einen Eindruck vom Umfang und der Bedeutsamkeit des Berichts zu vermitteln:

Über die Geschäfte zwischen der Schweiz und Nazi-Deutschland schrieb Boschetti:

„Die Beziehungen zwischen den Geschäftsleuten waren offensichtlich eng und andauernd. So unterstützten nach dem Krieg der Präsident des Schweizerischen Bankvereins (Rudolf Speich) und der Direktor der UBS (Alfred Schaefer) im Nürnberger Kriegsverbrecherprozess den einzigen Nazi-Banker (Karl Rasche, SS-Mitglied, Dresdner Bank).“

Zur „Arisierung“:

„Der ‚Ariernachweis‘, der die Rassenreinheit beglaubigen sollte, scheint eine alltägliche Praxis gewesen zu sein. Um das Recht zu erhalten, in München zu landen, akzeptierte die Swissair zum Beispiel, dass ihre Besatzungen ihr ‚Ariertum‘ nachwiesen. Nestlé verfuhr gleich, ebenso die Versicherungsgesellschaften.“

Weiterhin zu Nestlé:

„Von Vevey aus blieb Nestlé während des ganzen Krieges in Kontakt mit dem Schweizer Hans Riggerbach, der in Berlin die deutschen Geschäfte des Konzerns leitete. Nestlé verkaufte seinen Nescafé während des Russlandfeldzuges an die Wehrmacht, trotz der Schwierigkeit Kaffeebohnen zu importieren.“

Über die Zwangsarbeit von Kriegsgefangenen:

„Die Schweizer Firmen, die wie ihre Konkurrenten unter dem Mangel an Arbeitskräften litten, griffen auf Zwangsarbeit zurück (...) [Wie] bei den Lonza-Werken in Waldshut, wo zwischen Juli 1940 und April 1942 150 Franzosen eintrafen. Von da an bis zum Ende des Konflikts arbeiteten dort mehr als 400 russische Kriegsgefangene. Georg Fischer, BBC, Maggi, Nestlé und viele andere schöpften ohne Zögern aus diesem Reservoir von Arbeitskräften. Misshandlungen waren alltäglich, auch in den Schweizer Filialen (...). Bis August 1944 schickte die Schweiz geflohene Zwangsarbeiter, vor allem Russen und Polen, nach Deutschland zurück.“

Nach Bergier liessen es die Schweizer Behörden und Wirtschaftsführer damals nicht an Rechtfertigungen fehlen für „jede von ihnen ergriffene Massnahme oder ihre Weigerung, oder Zögerung, eine solche zu ergreifen. Aber ihre Erklärungen halten selten einer Überprüfung stand“, wie er in der Einleitung zu Boschettis Buch schreibt.

Die öffentliche Diskussion, welche nach der Veröffentlichung des Berichts stattfinden sollen – das eigentliche Ziel aller Bemühungen – wurde jedoch verhindert. Mit den Worten von Pietro Boschetti:

„Was für ein eigenartiges Land doch! Es hat gerade eine lobenswerte, fast überall als vorbildlich anerkannte Arbeit historischer Selbstbesinnung abgeschlossen; es hat beträchtliche Mittel investiert, um Historikern eine aufrichtige und unabhängige Arbeit zu ermöglichen; es hat eine ‚Identitätskrise‘ durchgemacht wegen dem Skandal der nachrichtenlosen Guthaben, der zu allen möglichen Übertreibungen und Aufbauschungen führte: also jetzt, wo es über das historische Material verfügt, um gelassen diskutieren zu können... weigert sich dieses Land, zu diskutieren. Schade!“

Die Beseitigung dieser Debatte war ein wichtiger Sieg für die Schweizer Bourgeoisie und das Grosskapital, die so ihr Image bewahrten und sich in der Schweiz den Spielraum und die Glaubwürdigkeit für die Erweiterung der neoliberalen Agenda erhalten konnten. Ohne das wären vielleicht so unterschiedlichen Institutionen wie dem Weltwirtschaftsforum und dem WWF – beide mit Sitz in der Schweiz und beide Erben und Förderer der neoliberalen Weltanschauung, d.h. des Marktes als Hauptinstrument zur Organisation der Gesellschaft und sogar als „Retter“ des Planeten – kein so grosser Erfolg beschieden. 2022 wird es 20 Jahre her sein, dass der Bergier-Bericht veröffentlicht wurde. Dies ist eine Gelegenheit, die beseitigte, aber immer noch notwendige Diskussion zu führen; nicht nur, um die Rolle der Bourgeoisie und des Grosskapitals in der Schweiz und ihre Ideologie zur Zeit des Zweiten Weltkriegs zu erhellen, sondern vor allem, um ihre aktuellen Entwicklungen zu verstehen. Schliesslich haben die neoliberale Weltsicht und ihre Vertreter hierzulande immer noch enorme politische Macht. Die Feindseligkeit gegen Linke ist immer noch so aggressiv wie

zu Zeiten des Kalten Krieges, und die Schweiz ist weiterhin ein wichtiger Partner bei der Erdichtung und Verbreitung von US-Fabeln, welche die antidemokratischen Kampagnen gegen Kuba und Venezuela unterstützen – um nur zwei Beispiele zu nennen. Die politischen Kräfte und wirtschaftlichen Interessen, welche die Kollaboration der Schweizer Behörden und Grossfirmen mit Nazi-Deutschland erleichterten, sind dieselben, die hinter den Vorschlägen zur Reorganisation des Staates im Interesse des Kapitals stehen und für die die Mont-Pèlerin-Gesellschaft und das World Economic Forum sich einsetzen; es sind auch dieselben, die eine öffentliche Diskussion über den Bergier-Bericht verhinderten. Der neoliberale Kapitalismus wird in der Schweiz heute noch als die einzig mögliche Lösung für die mannigfachen Probleme der Menschheit verteidigt, von der ökologischen Krise bis zur Pandemie-Gesundheitskrise. Die Rolle des neoliberalen Kapitalismus als Ursache eben dieser Probleme wird nicht einmal erwähnt. Während sich die Klimabewegung der Jugend in der Schweiz gegen den Neoliberalismus auflehnt bringt die Rechte im Bundesparlament ein Gesetz durch, das die Überwachung, Unterdrückung und Kriminalisierung von Protestbewegungen gegen die herrschende Gesellschaftsordnung gefährlich verschärft. Doch trotz der Mont-Pèlerin-Gesellschaft und der Genfer Schule, des Weltwirtschaftsforums und des WWF gibt es in der Schweiz noch eine andere Tradition, die der Arbeiten der Bergier-Kommission und Harry Gmürs, die nun in der Klimabewegung der Jugend wieder auflebt. Dieser Tradition steht es zu, die notwendige Diskussion wieder aufzunehmen und den Neoliberalismus in einem seiner wichtigsten und einflussreichsten Zentren, der Schweiz, infrage zu stellen.

Franklin Frederick

L'ÉVASION FISCALE AUX TEMPS DE PANDÉMIE

L'évasion fiscale est toujours une réalité malgré des discours qui prétendent parfois le contraire. Une étude récente du Tax Justice Network (Réseau pour la justice fiscale) démontre l'ampleur énorme, au niveau mondial et par pays, des revenus se mettant à l'abri du fisc. A l'heure de la crise sanitaire et des graves problèmes sociaux qui en découlent, ces ressources, qui finissent dans les poches des plus riches et des entreprises multinationales, manquent cruellement aux collectivités publiques obligées de s'endetter lourdement.

Au total, plus de 427 milliards de dollars en revenu fiscal annuel sont perdus par les stratégies d'abus fiscaux. Les multinationales sont responsables pour 245 milliards de pertes, les individus riches pour 182 milliards. C'est la première fois qu'une étude de cette importance et précision a pu être réalisée grâce aux données enfin rendues publiques par l'OCDE et cela après deux décennies de pression exercée par des ONG. Tax Justice Network, en collaboration avec Service Public International et Global Alliance for Tax Justice, a ainsi pu pour la première fois établir combien chaque pays perd par l'évasion fiscale.

L'équivalent du salaire annuel d'une infirmière est perdu chaque seconde

C'est l'image employée par cette étude pour montrer l'énormité de la perte pour les collectivités publiques. Les pays riches perdent 382 mia de dollars par année, les pays pauvres 45 mia. Pour ces derniers toutefois, cette perte de recettes pèse beaucoup plus lourdement. Elle correspond à environ 52% de leur budget de santé, tandis que pour les pays riches ce ne sont qu'environ 8%, ce qui reste néanmoins considérable. Si les recettes publiques des pays riches diminuent du fait de l'évasion fiscale, ce sont ces mêmes pays riches qui sont responsables de 98% des pertes globales. Les paradis fiscaux qui abritent les plus grands montants évadés sont les Iles Cayman, le Royaume-Uni, les Pays-Bas

et les États-Unis. Les pays du G20 – qui prétendent combattre l'évasion fiscale – sont responsables de plus d'un quart des recettes perdues.

« Un système fiscal mondial qui perd plus de 427 milliards de dollars par an n'est pas un système défaillant, c'est un système programmé pour échouer. Sous la pression des grandes multinationales et de paradis fiscaux comme les Pays-Bas et le Royaume-Uni et ses satellites, nos gouvernements ont construit le système fiscal en faveur des sociétés et des individus les plus riches au détriment des besoins de tous les autres. La pandémie a mis en évidence l'énorme coût de la transformation de la politique fiscale en un outil permettant de satisfaire les abuseurs fiscaux plutôt que de protéger le bien-être des gens ». Alex Cobham, Tax Justice Network

Le Royaume-Uni avec ses dépendances, le Luxembourg, la Suisse et les Pays-Bas – appelés par l'étude « l'axe d'évitement fiscal » – sont responsables de la moitié des pertes fiscales. A noter que les juridictions qui figurent sur la liste noire des paradis fiscaux de l'Union européenne sont à l'origine de seulement 2% des pertes fiscales, ce qui en dit long sur l'hypocrisie de l'UE.

La Suisse toujours un paradis fiscal

La Suisse figure donc clairement parmi les pays aux comportements les plus nocifs pour ce qui est de l'évasion fiscale. Et cela malgré le fait qu'elle s'est engagée en principe à appliquer l'échange automatique des informations exigé par l'OCDE. En effet, de nombreuses affaires récentes montrent qu'elle abrite toujours de grosses quantités d'argent sale et les multinationales avec leurs stratégies d'évitement fiscal sont accueillies à bras ouverts. En mars 2021, lors de la révision de la loi sur le blanchiment, le parlement a refusé de soumettre les avocats et les fiduciaires à cette loi. Ces acteurs peuvent donc continuer à créer des structures offshore sans devoir identifier les bénéficiaires des sociétés créées.

Cette modification de loi avait pourtant été demandée suite aux révélations des Panama Papers de 2016 qui avaient très concrètement montré que ce sont des pratiques couramment utilisées pour mettre l'argent à l'abri du fisc.

Vers une action de l'ONU ?

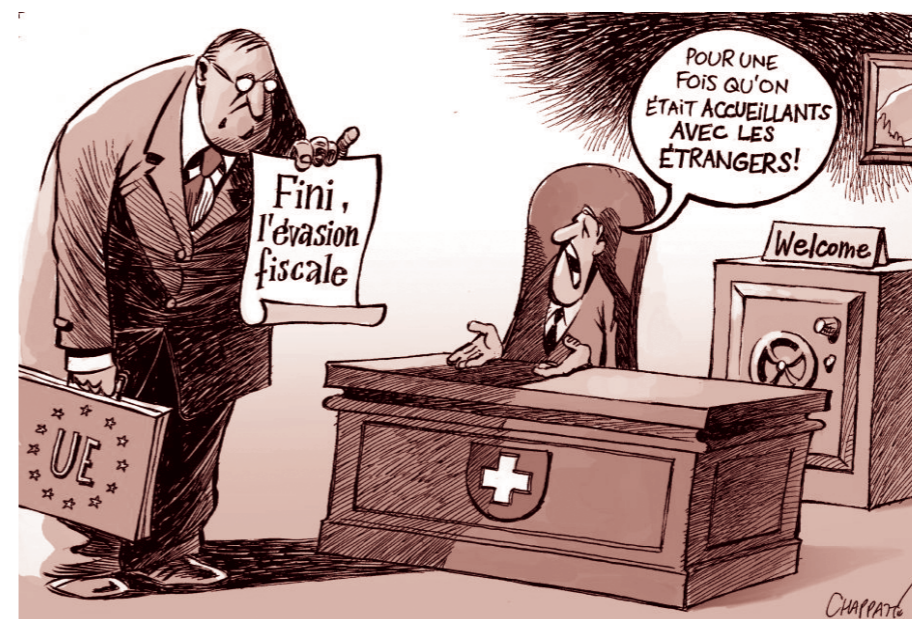
Afin de combattre efficacement l'évasion fiscale, Tax Justice Network ensemble avec de nombreuses ONG adresse aux gouvernements trois revendications essentielles :

- L'introduction d'un impôt sur les profits extraordinaires réalisés durant la pandémie par des multinationales telles que par exemple les entreprises digitales, prélevé au niveau de l'entreprise globale et non pas des filiales.
- L'introduction d'un impôt sur la fortune destiné à financer les mesures anti-Covid et à faire face à plus long terme aux inégalités sociales exacerbées par la pandémie.
- La mise sur pied d'une convention par les Nations Unies qui établit des standards d'imposition, de coopération et de transparence fiscale multilatérales.

Concernant ce dernier point, il y a un réel progrès au sein des Nations Unies. En février 2021, un rapport d'un groupe ad hoc (FACTI: Financial Accountability, Transparency and Integrity) qui a étudié en profondeur l'évasion fiscale et le blanchiment d'argent frauduleux, appelle à des réformes fondamentales pour plus de justice fiscale et de transparence. L'essentiel d'une telle politique consisterait en l'échange automatique d'informations (les États-Unis le refusent toujours), la transparence sur les propriétaires de sociétés et un reporting pays par pays pour les entreprises multinationales qui en plus serait rendu public. Sont demandées également l'application d'un taux d'imposition minimal et la taxation unitaire pour les multinationales, mesures qui mettraient fin

à la concurrence fiscale internationale. Le fait que l'ONU s'attaque enfin à cet immense problème est dû aussi et surtout aux pressions incessantes des ONG. A cela s'ajoute que tout récemment le nouveau gouvernement des Etats-Unis s'est également prononcé pour un taux d'imposition minimal des entreprises. L'avenir nous dira si ces revendications seront suivies de changements réels.

Christine Dellsperger



STEUERHINTERZIEHUNG IN ZEITEN DER PANDEMIE

Steuerhinterziehung ist, obschon manchmal das Gegenteil behauptet wird, immer noch eine Realität. Eine aktuelle Studie des Tax Justice Network zeigt das enorme Ausmaß von Einkommen, die sich weltweit und auf Landesebene der Besteuerung entziehen. In einer Zeit der Pandemie und der daraus entstandenen sozialen Probleme fehlen diese Ressourcen, die in den Taschen der Reichsten und der multinationalen Unternehmen verschwinden. Die Regierungen müssen sich daher schwer verschulden.

Insgesamt gehen jährlich mehr als 427 Milliarden Dollar an Steuereinnahmen durch Steuermisbrauchsstrategien verloren. Multinationale Unternehmen sind für 245 Milliarden Dollar der Verluste verantwortlich, reiche Einzelpersonen für 182 Milliarden Dollar. Dies ist das erste Mal, dass eine Studie dieses Ausmaßes und dieser Genauigkeit möglich wurde, dank der Daten, die von der OECD endlich veröffentlicht wurden nach zwei Jahrzehnten Druck vonseiten der NGOs. Das Tax Justice Network hat in Zusammenarbeit mit Service Public International und der Global Alliance for Tax Justice zum ersten Mal ermittelt, wie viel jedes Land durch Steuerhinterziehung verliert.

Jede Sekunde geht ein Jahresgehalt einer Krankenschwester verloren

Dieses Bild verwendet die Studie um das Ausmaß des Verlustes für die Regierungen zu verdeutlichen. Reiche Länder verlieren pro Jahr insgesamt 382 Milliarden Dollar, arme Länder 45 Milliarden. Für letztere ist der Einkommensverlust jedoch viel schwerwiegender. Er entspricht nämlich etwa 52% ihres Gesundheitsbudgets, während er für reiche Länder nur etwa 8% beträgt, was immer noch erheblich ist. Steuerhinterziehung bedeutet geringere öffentliche Einnahmen auch für reiche Länder, aber es sind diese reichen Länder, die für 98% der Gesamtverluste verantwortlich sind. Die wichtigsten Steueroasen, die Vermögen aus Steuerhinterziehungen beherbergen sind die Cayman Islands, Großbri-

tannien, die Niederlande und die USA. Die G20-Länder – die behaupten, Steuerhinterziehungen zu bekämpfen – sind für mehr als ein Viertel der entgangenen Einnahmen verantwortlich.

„Ein globales Steuersystem, das über 427 Milliarden Dollar pro Jahr verliert, ist kein schlecht funktionierendes System, sondern ein System, das auf Versagen programmiert ist. Unter dem Druck von Konzerngiganten und Steueroasen wie den Niederlanden und dem Vereinigten Königreich mit seinen Satelliten haben unsere Regierungen das globale Steuersystem so gestaltet, dass die Interessen der Unternehmen und der reichsten Einzelpersonen Vorrang vor den Bedürfnissen aller anderen haben. Die Pandemie hat die enormen Kosten aufgedeckt, die entstehen, wenn Steuerpolitik zu einem Instrument für Steuerhinterzieher gemacht wird, anstatt dem Wohlergehen der Menschen zu dienen“. Alex Cobham, Tax Justice Network

Das Vereinigte Königreich mit seinen Satelliten, Luxemburg, die Schweiz und die Niederlande – von der Studie als «Achse der Steuervermeidung» bezeichnet – sind für die Hälfte der Steuerausfälle verantwortlich. Es ist erwähnenswert, dass die Länder auf der schwarzen Liste der Steueroasen der Europäischen Union nur 2% der Steuerausfälle ausmachen, was viel über die Heuchelei der EU aussagt.

Die Schweiz immer noch ein Steuerparadies

Die Schweiz ist eindeutig eines der schädlichsten Länder, wenn es um Steuerhinterziehung geht. Und das, obwohl sie sich grundsätzlich zu dem von der OECD geforderten automatischen Informationsaustausch verpflichtet hat. In der Tat zeigen zahlreiche aktuelle Fälle, dass die Schweiz immer noch große Mengen an schmutzigem Geld beherbergt und multinationale Unternehmen mit ihren Steuervermeidungsstrategien mit offenen Armen empfängt. Im März 2021, als das Geldwäschegesetz revi-

diert wurde, lehnte es das Parlament ab, Rechtsanwälte und Treuhänder diesem Gesetz zu unterstellen. Diese Akteure können daher weiterhin Offshore-Strukturen schaffen, ohne die Besitzer der gegründeten Firmen identifizieren zu müssen. Nach den Enthüllungen der Panama Papers von 2016, die sehr konkret gezeigt hatten, dass diese Praktiken häufig genutzt werden, um Geld vor den Steuerbehörden zu verstecken, wäre diese Gesetzesänderung jedoch dringend nötig gewesen.

Greifen in Zukunft die Vereinten Nationen ein?

Um Steuerhinterziehung effektiv zu bekämpfen, stellt das Tax Justice Network gemeinsam mit vielen NGOs drei zentrale Forderungen an die Regierungen:

- Die Einführung einer Steuer auf die außerordentlichen Gewinne, die während der Pandemie von multinationalen Unternehmen erzielt wurden. Diese soll auf der Ebene des globalen Unternehmens und nicht der einzelnen Tochtergesellschaften erhoben werden.
- Die Einführung einer Vermögenssteuer zur Finanzierung von Anti-Covid-Maßnahmen und um längerfristig die durch die Pandemie verschärften sozialen Ungleichheiten zu bekämpfen.
- Das Erstellen einer Konvention der Vereinten Nationen, die Standards für multilaterale Besteuerung, Kooperation und Steuertransparenz setzt.

In diesem letzten Punkt gibt es innerhalb der Vereinten Nationen echte Fortschritte. Im Februar 2021 forderte ein Bericht einer Ad-hoc-Gruppe (FACTI: Financial Accountability, Transparency and Integrity), die sich eingehend mit Steuerhinterziehung und Geldwäscherei beschäftigt hat, grundlegende Reformen für mehr Steuergerechtigkeit und Transparenz. Der Kern einer solchen Politik wäre ein automatischer Informations-

austausch (die USA weigern sich immer noch, dies zu tun), Transparenz über die Eigentumsverhältnisse von Unternehmen und eine länderspezifische Berichterstattung für multinationale Unternehmen, die öffentlich gemacht würde. Gefordert werden ebenfalls die Einführung eines Mindeststeuersatzes und eine ganzheitliche Besteuerung für multinationale Unternehmen, Maßnahmen, die dem internationalen Steuerwettbewerb ein Ende setzen würden. Dass sich die UNO endlich dieses riesigen Problems annimmt ist auch und vor allem dem ständigen Druck der NGOs zu verdanken. Dazu kommt, dass sich kürzlich sogar die neue Regierung der USA ebenfalls für einen Mindeststeuersatz für Unternehmen ausgesprochen hat. In Zukunft wird sich zeigen, ob auf diese Forderungen echte Veränderungen folgen werden.

Christine Dellsperger

